

***l'Anti*capitaliste**

n°500 | 5 décembre 2019 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

POUR LES FAIRE BATTRE EN RETRAITE

GÉNÉRALISER LES GRÈVES



BLOQUER LE PAYS

Dossier

**EN GRÈVE
JUSQU'AU RETRAIT!**

Pages 6 et 7

ÉDITO

Travail: attention danger
Page 2

PREMIER PLAN

Mali. La Françafrique,
encore et toujours
Page 2



ACTU INTERNATIONALE

Hong Kong. Après la victoire de
l'opposition aux élections locales
Page 5

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Annick Coupé sur
Novembre-décembre 1995
Page 12



édito

Par ROBERT PELLETIER

Travail: attention danger

Au moment où gouvernement et patronat n'aspirent qu'à nous faire travailler toujours plus longtemps, la réalité du travail se rappelle à notre, mauvais, souvenir. En effet, la Caisse nationale d'assurance maladie vient de rendre publics les chiffres concernant les accidents du travail et les maladies professionnelles pour 2018. Une augmentation de 2,9%, soit 651103 sinistres reconnus, pour les accidents du travail, et une augmentation de 2,1%, soit 49538 cas reconnus, pour les maladies professionnelles. Une progression liée aux troubles musculo-squelettiques (TMS), en hausse de 2,7%, essentiellement dus aux mouvements répétitifs qui représentent 88% de ces maladies. En plus des impacts physiques, les affections psychiques continuent de croître, avec 990 cas reconnus en 2018, 200 de plus qu'en 2017. Au total, le taux de fréquence s'établit à 34 accidents du travail pour 1000 salariés. Sans surprise, les hausses sont les plus importantes dans les activités de service, dont l'intérim et l'aide et soins à la personne (+5%). Signe également de l'évolution des conditions de travail, le nombre d'accidents de trajet a bondi de 6,9%. Dans des secteurs où dominant sous-traitance et précarité, les employeurs échappent à toutes les obligations légales en matière de conditions et de durée du travail. Autant de chiffres à regarder avec circonspection quand on sait que, d'après les études initiées par la CNAM, la sous-déclaration des accidents du travail est estimée à environ 350 000 (sur une évaluation par la DARES de plus de 2 millions d'accidents du travail) pour un « coût » d'environ 100 millions d'euros, qui se monte entre 850 millions et 1,5 milliard d'euros en intégrant la sous-déclaration des maladies professionnelles. À mettre en relation aussi avec le silence organisé autour des accidents du travail mortels, qui sont passés de 530 en 2017 à 551 en 2018, avec là aussi la lourde incidence de l'âge puisque la part des accidents mortels et des maladies professionnelles est de plus de la moitié pour les travailleurs de plus de 50 ans. Au total une « gestion » des accidents et maladies professionnelles qui explique que la caisse AT/MP (accidents du travail et maladies professionnelles) soit financièrement en équilibre, aux dépens de la Caisse d'assurance maladie. Et une situation qui ne peut que s'aggraver avec la quasi-disparition des CHSCT, aux moyens et prérogatives de fait considérablement réduits de par leur intégration dans les CSE.

BIEN DIT

Moins de salariés, moins de métiers, moins de productions aujourd'hui, c'est prendre le risque de s'entendre dire demain que l'on ne produit plus assez, plus assez bien. Que l'on n'est plus assez unique pour rester un service public. Que l'on peut donc disparaître au profit du privé.

Un collectif de journalistes de Radio France, liberation.fr, 29 novembre 2019.

À la Une

Généraliser les grèves Bloquer le pays

Depuis des décennies, nous sommes confrontés à la destruction progressive de nos droits sociaux, acquis par les luttes. Le projet de contre-réforme des retraites Macron-Delevoye s'inscrit dans cette même logique. Loin de l'universalisme annoncé, il participe d'un plan global de destruction des systèmes de solidarité qui érige en modèle le chacun pour soi et l'égalité... dans la misère!

Mépriser, diviser, menacer

Aussi « droit dans ses bottes » que Juppé en 1995, le gouvernement méprise celles et ceux qui se mobilisent car ils seraient, selon Macron, ignorants du contenu de la réforme... Mais le projet est connu, et les contre-réformes du quinquennat, contre le code du travail ou les chômeurEs, ont des logiques identiques : retirer le maximum de droits et de sécurité au monde du travail, dissoudre les solidarités... pour garantir les profits des capitalistes. Signe de sa fragilisation après le premier anniversaire du mouvement des Gilets jaunes, les mobilisations dans la santé, dans la jeunesse, contre les féminicides ou pour la justice climatique, le gouvernement fait feu de tout bois pour éteindre la contestation. Il tente de diviser les salariéEs en prétendant que celles et ceux de la RATP, de la SNCF, seraient privilégiés alors qu'ils et elles ne font que défendre leurs droits. Les régimes spéciaux compensent la dureté du travail dans certains secteurs et leur disparition pousserait à un nivellement généralisé vers le bas. Enfin, la mise en garde de Macron concernant les violences est un signal clair que le pouvoir menace d'utiliser les forces de répression pour dissuader de participer aux manifestations, comme encore récemment avec les Gilets jaunes. En remballant ses ballons d'essai pour désamorcer la situation – ainsi la « clause du grand-père » qui aura fait long feu –, en affichant la com' d'un pouvoir prétendument serein mais déterminé à imposer sa réforme, le macronisme assume pleinement le bras de fer avec notre camp social.

Ni amendable ni négociable, retrait total du projet!

Calculer les pensions sur l'ensemble de la carrière, c'est partir d'un salaire de référence plus bas, donc avoir une retraite plus faible, avec aussi une valeur du point variable qui pourra donc évoluer à la baisse... Les pensions mensuelles baisseront de plusieurs centaines d'euros. Il faudra donc choisir entre s'épuiser au travail ou vivre dans la misère.

LE MONDE DE MACRON SE DIVISE EN DEUX CATÉGORIES



Nous devons aussi nous battre pour imposer de nouveaux droits : le retour à la retraite à 60 ans pleine et entière pour touTEs, 55 ans pour les métiers pénibles, un minimum retraite au niveau des minimas sociaux fixés à 1800 euros net, l'égalité professionnelle et salariale entre les femmes et les hommes. Pour maintenir un système par répartition, il faut augmenter les salaires et répartir le travail : aucun

revenu inférieur à 1800 euros net, avec un temps de travail ramené à 32 heures sans perte de salaire. C'est possible en imposant une autre répartition des richesses et l'augmentation des cotisations patronales. Car il n'y a aucun problème de financement... pour qui veut bien faire payer les capitalistes! Ainsi, Bernard Arnault, devenu pour le magazine *Challenges* « l'homme le plus riche du monde », avec une fortune estimée à 109,5 milliards de dollars, soit 99,5 milliards d'euros. Et il n'est que la partie émergée de l'iceberg indécemment des fortunes accumulées sur le dos de la majorité...

Préparons l'affrontement général

On le sait, pour construire le rapport de forces qui permettra de gagner, une seule journée de grève ne suffit pas. Ce jeudi 5 décembre marque le début d'un mouvement de grève reconductible dans plusieurs entreprises et services publics, comme la SNCF ou la RATP et quelques autres. Mais pour gagner, quel que soit notre secteur, public ou privé, nous devons nous poser dès maintenant la question de partir en grève reconductible ces prochains jours contre cette énième réforme des retraites. Cette fin de semaine peut constituer une première étape, mais il faut lui donner des perspectives d'actions et de développement durables. Articulant journée de grève et reconduction en fonction des possibilités, actions de blocages et manifestations de masse, l'enjeu est de se coordonner, en particulier en organisant des AG sur nos lieux de travail et d'études, à l'échelle de zones d'activités professionnelles, ou dans les quartiers, autour des ronds-points...

Cette grève s'inscrit dans une mobilisation plus globale, une coagulation des colères contre le macronisme libéral et autoritaire, et qui doit mettre en mouvement toute la société. TravailleurEs, syndiquéEs ou non, Gilets jaunes, habitantEs des quartiers populaires, chômeurEs, étudiantEs... une convergence des combats, des espoirs, est nécessaire mais aussi possible aujourd'hui : construire un mouvement d'ensemble – s'appuyant sur une grève générale jusqu'au retrait de la réforme – pour en finir avec Macron et son monde.

MALI

La Françafrique, encore et toujours

La mort de 13 soldats français au Mali, le 25 novembre dernier, a rappelé à celles et ceux qui l'auraient oublié que, même si les autorités communiquent peu à ce propos, l'armée française est toujours présente dans plusieurs pays africains, au nom de la « lutte antiterroriste ». L'occasion de revenir sur cette présence militaire qui, malgré les prétentions affichées, s'inscrit dans la longue tradition de la Françafrique.

« Il y a 4 ans presque jour pour jour, les forces maliennes, françaises, africaines étaient engagées pour reconquérir le Nord du Mali, et la ville de Bamako était sous la menace d'une offensive terroriste de grande ampleur. [...] Aujourd'hui alors que nous sommes réunis, nous devons prendre la dimension de ce qui a été engagé ici en 4 ans. Les terroristes ne contrôlent plus aucun territoire,

la démocratie a repris son cours, les élections ont eu lieu : présidentielles, législatives. Ibrahim Boubacar Keita est l'élu du peuple malien, l'économie repart et la réconciliation, avec les accords d'Alger, est en cours. » Ainsi s'exprimait François Hollande le 14 janvier 2017 lors d'une visite au Mali. Près de trois ans plus tard, la question se pose : si la situation était si bonne, pourquoi les forces françaises sont-elles restées au Mali ?

Le prétexte antiterroriste

Lorsque Hollande décide, en janvier 2013, d'intervenir militairement au Mali, les motifs invoqués semblent particulièrement nobles : il s'agit d'aider, à sa demande, un pays ami, confronté au « terrorisme islamiste ». 4 000 soldats sont déployés dans le cadre de « l'opération Serval », et une base militaire est établie à Tessalit. Mais rapidement l'opération, qui devait être limitée dans le temps et

dans l'espace, s'étend, et se transforme en « opération Barkhane », qui concerne désormais le Burkina Faso, la Mauritanie, le Niger et le Tchad. L'action militaire de la France n'a en effet nullement réussi à démanteler les réseaux djihadistes qui sévissent dans le nord du Mali, et les a éparpillés dans les pays voisins, c'est-à-dire dans une très grande partie du Sahel. Or, on ne peut manquer de remarquer que « le Sahel abrite de grandes réserves pétrolières ainsi que des gisements d'uranium et d'or, mais aussi de gaz, de coltan, de cuivre, de grenats, de manganèse et de lithium, de minerais magnétiques et de "terres rares" (17 éléments chimiques indispensables dans de nombreuses nouvelles technologies comme les LED

Un monde à changer

CHINE: BUSINESS ET DROITS HUMAINS. La Chine, contrairement aux impérialismes occidentaux, n'a jamais eu de colonies outre-mer. Son extension s'est faite sur le continent asiatique vers des territoires non peuplés de Chinois, notamment le Tibet et le Xinjiang. Lors de la formation de la République populaire de Chine, les droits des minorités nationales avaient été affirmés, sans toutefois accorder aux territoires où elles vivaient le droit à la séparation (différence majeure avec la Constitution soviétique). Pendant un temps, les droits des Tibétains et Ouïghours (habitants du Xinjiang) ont été plus ou moins sauvegardés. Ce n'est plus le cas maintenant. Les autorités chinoises mènent une politique niant systématiquement ces droits et visant à noyer les populations locales peut nombreuses par un afflux de Hans.

Actuellement, cette politique est particulièrement accentuée au Xinjiang où un million de Ouïghours (sur environ 8 millions) auraient été internés dans des camps selon des documents récemment publiés. L'argument de Pékin est la lutte contre la

radicalisation islamiste. Mais il s'agit en fait d'éradiquer tout rêve d'autonomie réelle d'une région stratégique et riche en minerais. La polémique sur ce sujet atteint désormais des firmes occidentales. Volkswagen (VW) possède (en partenariat avec un groupe chinois) une usine à Urumqi, capitale du Xinjiang. Cette usine collaborerait avec la police. L'accord de partenariat conclu par VW prévoirait notamment de dispenser «une formation patriotique» et «un entraînement militaire» aux employés de l'usine. VW dément l'aspect militaire des formations, tout en restant évasif au sujet d'une éventuelle coopération avec la police.

Une autre firme allemande (Siemens) a conclu un partenariat avec une entreprise électronique chinoise (CETC) qui a permis à CETC de développer des plateformes de surveillance des Ouïghours. Diverses entreprises française (Danone, Essilor, Engie, Veolia...) sont également présentes au Xinjiang.

Verser des larmes de crocodile sur les droits humains en Chine, c'est une chose, mais le capital doit continuer à faire des profits!

Déplacée du Chili, pour cause de révolte sociale prolongée, à Madrid, la COP25 se tient durant deux semaines jusqu'au 14 décembre, après les marches climat exceptionnelles de septembre (7,5 millions de manifestantEs) et alors qu'un vent de révolte sociale planétaire se lève.

Tous les clignotants au rouge

Après les accords de Paris (2015), on allait voir ce qu'on allait voir! Mais de manière très prévisible, avec les engagements non contraignants, tout a continué de s'aggraver. Tous les records précédents ont été battus en 2018. C'est la concentration de gaz à effet de serre qui continue d'augmenter : 415,6 ppm¹ relevés en 2019 (412,1 ppm en 2018, 390 en 2008 et 280 avant l'ère industrielle). Records de chaleur battus cet été, record de forêts tropicales brûlées (dont une part importante de forêt primaire), record encore de subventions aux combustibles fossiles. Un million d'espèces vivantes en danger de disparition imminente. Et c'est Greta Thunberg qui est attaquée de toutes parts!

COP25, sommet des marchés du carbone

De la COP de Madrid, il ne sortira rien : on parlera essentiellement des calamiteux marchés-carbone qui n'ont rien réglé et tout aggravé. Accessoirement auront lieu des discussions sur les assurances de catastrophes liées à la montée du

ÉCOSOCIALISME Climat et retraites, batailles pour la vie, la vraie!

Jamais, comme à l'occasion de la tenue de cette COP25, les batailles écologiques et sociales ne se seront fait autant écho les unes aux autres.



niveau de la mer... Et les communicants bottent déjà en touche sur la COP 2020 de Glasgow qui «elle, oui, sera déterminante»: nous mesurons la pleine irresponsabilité des États alors que l'urgence d'agir est absolue!

Block Friday contre consumérisme et Amazon

De très nombreuses actions ont eu lieu vendredi 29 et samedi 30

sur les sites d'Amazon et dans des centres commerciaux, impliquant plusieurs milliers de militantEs d'Attac, Youth for Climate, Extinction Rebellion, Greenpeace ou Alternatiba... Ces mobilisations très dynamiques dénotent la conscience montante d'une désobéissance civile nécessaire et sont parfois allées au blocage. Elles suscitent souvent la répression de l'État. De manière étonnante et paradoxale,

ces actions ont rencontré souvent une vraie approbation.

Block Macron contre la casse des retraites...

La mobilisation autour des retraites, mobilisation sociale s'il en est, peut trouver très vite sa dimension écologique. Contre l'individualisme de la retraite par points et la perspective de fonds de pensions pour celles et ceux qui pourront se les payer : la solidarité, principe de base en écologie! Contre le profit qui impose de travailler toujours plus et sa fuite en avant productiviste magnifiant la marchandise, retraite à 60 ans et réduction du temps de travail hebdomadaire! Contre la dictature des capitalistes, il est urgent de reprendre la main sur la production, de définir ensemble, démocratiquement, les biens et services nécessaires, de programmer les reconversions urgentes. Nous libérer ensemble de l'emprise capitaliste et reprendre la main sur nos vies sur cette planète déjà trop réchauffée.

Commission nationale écologie

1 - Partie par millions: nombre de molécules de gaz à effet de serre par million de molécules d'air.

ou les éoliennes).»¹ Sous couvert d'intervention antiterroriste et donc de «bien-être des populations», Serval et Barkhane s'inscrivent en réalité dans la tradition de la Françafrique: venir en soutien à des régimes «amis», quand bien même ces derniers sont corrompus, autocratiques, mènent des politiques antisociales et s'accommodent fort bien des groupes «terroristes» lorsque ces derniers peuvent jouer un rôle de suppléant d'un appareil d'État défaillant, le tout pour maintenir ou étendre des zones d'influence économique.

Les troupes françaises n'ont rien à faire au Mali

L'antiterrorisme et les postures martiales ne sont donc qu'un prétexte. Comme le relevait le chercheur Yvan Guichaoua en 2017, «le jihad ne prospère pas au hasard, contrairement au portrait paresseux qu'en fait François

Hollande. Il émerge dans des espaces où aucune forme de gouvernement légitime ne prévaut. Or ces espaces abondent au Mali, dont les autorités ont fait de l'instrumentalisation des milices un mode privilégié de gouvernance du nord du pays depuis de nombreuses années.»² On comprend dès lors pourquoi, depuis plusieurs années, les manifestations contre la présence française se développent au Mali et dans les pays frontaliers³. Ainsi, s'il ne s'agit pas de minimiser la menace que représentent certains groupes djihadistes au Sahel, il est indispensable de combattre les mensonges des autorités françaises : la présence française n'apporte pas plus de «stabilité», de «paix» ou de «démocratie», c'est même exactement l'inverse. Alors que certains demandent un débat au Parlement sur le sens de cette présence militaire, il faut le répéter : les troupes



françaises n'ont rien à faire au Mali et dans les pays alentours, où elles ne font qu'apporter davantage de misère et de guerres, pour le seul intérêt de la diplomatie et des multinationales françaises.

CB

1 - Mathieu Rigouste, «Que fait l'armée française au Sahel?», *Orient XXI*, 13 octobre 2017.

2 - Céline Macé, «Au Mali, jusqu'où Macron suivra-t-il François Hollande?», *liberation.fr*, 11 mai 2017.

3 - Lire par exemple Rémi Carayol, «Au Sahel, la flambée des sentiments antifrancophones», *Orient XXI*, 14 novembre 2019.

Le chiffre

440 000 euros

C'est la somme reçue, en février 2006, sur un compte secret aux Bahamas, par Thierry Gaubert, ancien collaborateur de Sarkozy et (très) proche d'Hortefeux, en provenance des caisses du régime de Kadhafi. Résultat d'une enquête de Mediapart (publiée le 1^{er} décembre 2019), qui commente: «un virement qui risque de peser lourd dans l'affaire des financements libyens».



Agenda

Judi 5 décembre, journée de grève et manifestations contre le projet de réforme des retraites. À Paris, à 14 h devant la gare de l'Est.

Vendredi 6 décembre, grève climatique et sociale.

Samedi 7 décembre, manifestation des Gilets jaunes Acte 56.

Samedi 7 décembre, manifestation contre le chômage et la précarité, Paris 7^e. Départ à 14 h de Montparnasse. À l'appel de la CGT chômeurs-précaires.

Samedi 7 décembre, marche contre les violences policières et racistes «Justice pour Babacar», Rennes (35). Départ à 14 h de Maurepas à Rennes.

Dimanche 8 décembre, marche pour le climat, Paris. À 13 h, lieu à préciser.

Dimanche 8 décembre, marche des mamans pour la justice et la dignité, Paris. Départ à 14 h de Barbès (voir page 9).

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

NO COMMENT

Tout le monde est mis en examen, ou à peu près, dans la vie politique française.

FRANÇOIS BAYROU, BFM-TV, 28 novembre 2019.

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
01 48 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

Directeur de publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®



L'Actu en bref

La communication dégueulasse de LREM sur le 5 décembre

Face aux possibilités de mobilisations sociales d'ampleur et de paralysie du pays, le gouvernement et ses sbires de LREM rivalisent de mauvaise foi et d'outrance pour tenter de jeter le discrédit sur les grévistes et, plus globalement, sur la mobilisation. On connaissait les discours sur les « privilèges » de telle ou telle catégorie de salariéEs, l'évocation de la « prise d'otages » dont se rendraient coupables les grévistes, notamment dans les transports, ou encore l'accusation d'« archaïsme » des catégories mobilisées face au « modernisme » du gouvernement. Mais voici venu le temps d'une nouvelle accusation : celle de se situer dans le camp de l'extrême droite. C'est ainsi que Stanislas Guérini, délégué général de LREM, a cru bon de déclarer, le 1^{er} décembre sur France 3 : « C'est quand même historique ce qu'il se passe : le Rassemblement national sera au côté du Parti socialiste pour manifester. On voit bien qu'il y a une volonté de faire converger toutes les colères, d'attiser tout ce qui va mal. » Le lendemain, dans *le Figaro*, c'est Gérard Darmanin, ministre de l'Action et des Comptes publics, qui reprenait ce subtil élément de langage concocté par les communicants de la majorité : « Je note que c'est la première fois de l'Histoire que le RN et le PS manifesteront côte à côte. »

Marine Le Pen et le RN ont certes affirmé qu'ils soutenaient la mobilisation du 5 décembre, tout en se démarquant soigneusement des syndicats et des mouvements de grève. Mais qui veut (faire) croire que le RN, violemment hostile au mouvement social, pourrait d'une quelconque façon être considéré comme partie prenante de la mobilisation ? En résumé : l'extrême droite instrumentalise la colère sociale, et le gouvernement instrumentalise cette instrumentalisation. Les meilleurs ennemis du monde continuent leur (dangereux) petit numéro.

Paris au secours des forces de répression chiliennes ?

Tout est parti d'une déclaration du président chilien Sebastián Piñera, le 24 novembre : « Les carabiniers du Chili vont recevoir à partir de cette semaine le conseil professionnel des polices d'Angleterre, d'Espagne et de France, pour pouvoir enrichir les stratégies dans le processus opératif, pour améliorer les mécanismes de maintien de l'ordre public, pour donner plus de sécurité à nos concitoyens. » Face aux vives critiques contre les violences perpétrées par l'armée et les forces de police au Chili contre le vaste mouvement de protestation (lire page 5), Piñera affirmait ainsi qu'il allait avoir recours aux « bons conseils » de certains de ses alliés européens. Information confirmée par plusieurs membres de son gouvernement : « Le sous-secrétaire à l'intérieur, Rodrigo Ubilla, explique que cette collaboration ne consiste pas seulement en un échange d'expériences sur les manifestations violentes, comme celles qui ont été observées ces derniers jours au Chili, mais aussi en un partage des protocoles, tactiques et stratégies pour rétablir l'ordre public. » (CNN Chili)

Face au mini-scandale suscité par ces révélations, les autorités françaises ont d'abord choisi le silence, avant de déclarer qu'une telle coopération n'était pas, « à l'heure actuelle », envisagée. La vigilance est toutefois de mise, car un tel pataquès n'a pu se produire que dans la mesure où une telle coopération a été ouvertement discutée. On imagine mal le gouvernement chilien, aussi aux abois soit-il, inventer de toutes pièces un tel projet. Certains se souviennent peut-être, côté français, des déclarations de Michèle Alliot-Marie offrant ses services à la flicaille de Ben Ali, qui avait précipité la démission de celle-ci en 2011...



La police chilienne en action. DR

ANTIRACISME Non, l'antisionisme n'a rien à voir avec l'antisémitisme !

Le mardi 3 décembre était soumise, à l'Assemblée nationale, une résolution présentée comme destinée à « lutter contre l'antisémitisme ». En réalité, il s'agit d'une nouvelle tentative d'opérer l'amalgame entre antisionisme et antisémitisme.

À l'heure où ces lignes sont écrites, il semblait que la résolution ne serait pas adoptée par l'Assemblée nationale. Mais qu'à cela ne tienne : ce texte, présenté par le député LREM Sylvain Maillard, doit être considéré et combattu pour ce qu'il est : une offensive supplémentaire contre le mouvement de solidarité avec la Palestine.

Faire taire le mouvement de solidarité avec la Palestine

La résolution de Sylvain Maillard avait été présentée une première fois le 29 mai dernier, mais son examen avait été reportée. Coïncidence ? La veille, le même Maillard organisait une conférence dans un grand hôtel parisien avec deux des plus éminents soutiens de l'État d'Israël à l'Assemblée nationale, Claude Goasguen et Meyer Habib, avec comme « invité d'honneur » Yossi Dagan, l'un des leaders des colons de Cisjordanie. Autant dire que sous couvert de lutte contre l'antisémitisme, Maillard et les députés soutenant la résolution ne dissimulent guère leurs véritables objectifs : faire taire le mouvement de solidarité avec la Palestine en amalgamant critique de la politique coloniale d'Israël et antisémitisme. Ce que propose notamment la résolution, c'est d'adopter la

« définition » de l'antisémitisme proposée par l'International Holocaust Remembrance Alliance (IHRA) depuis l'été 2016. Une « définition » qui explique notamment que l'antisémitisme correspond à « une certaine perception des Juifs, qui peut s'exprimer comme de la haine à leur égard. Les manifestations rhétoriques et physiques d'antisémitisme visent des individus juifs ou non juifs ou/et leurs biens, des institutions et des lieux de culte juifs. » Rien de bien nouveau à première vue, jusqu'à ce qu'on se penche d'un peu plus près sur les exemples fournis par l'IHRA pour illustrer cette définition, parmi lesquels on trouve ce qui suit : « L'antisémitisme peut se manifester par des attaques à l'encontre de l'État d'Israël lorsqu'il est perçu comme une collectivité juive. Cependant, critiquer Israël comme on critiquerait tout autre État ne peut pas être considéré comme de l'antisémitisme. » Et c'est ici, si l'on peut dire, que les principaux problèmes commencent...

L'antisionisme est un antiracisme

Qu'est-ce en effet qu'une « attaque à l'encontre de l'État d'Israël lorsqu'il est perçu comme une collectivité juive » ? En effet, dans la mesure où l'État d'Israël se proclame lui-même

comme étant « l'État des Juifs », on ne comprend guère, à première vue, ce que signifie la « perception » d'Israël comme une « collectivité juive ». Nul besoin, toutefois, de réfléchir bien longtemps pour déduire de cet « exemple » que ce sont les critiques des politiques discriminatoires pratiquées par l'État d'Israël contre les populations non-juives qui sont visées, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, que de plus en plus de juristes spécialistes du droit international assimilent à des politiques d'apartheid, entendu comme un système de discriminations juridiques reposant sur des catégories nationales, ethniques ou religieuses. C'est d'ailleurs tout le sens de la formule qui affirme que « critiquer Israël comme on critiquerait tout autre État ne peut pas être considéré comme de l'antisémitisme ». Comme l'a relevé l'historien et journaliste Dominique Vidal : « Faudra-t-il reprocher au Lichtenstein d'occuper un territoire ou à Andorre d'en coloniser un autre pour pouvoir accuser Israël d'occuper et de coloniser Jérusalem-Est et la Cisjordanie ? »¹ La critique d'une idéologie et d'une politique fondées sur une vision ethno-raciale des rapports sociaux qui a conduit l'État d'Israël à institutionnaliser les discriminations et

l'oppression subies par les Palestiniens au moyen de lois accordant des droits spécifiques (et supérieurs) aux Juifs. Ainsi, critiquer le sionisme et les structures discriminatoires de l'État d'Israël, ce n'est pas faire preuve de racisme mais, bien au contraire, refuser la légitimation de mécanismes institutionnels de hiérarchisation raciale. Antisionistes nous sommes, antisionistes nous restons, n'en déplaise à Maillard et Cie !

Julien Salingue

1 – Dominique Vidal, « Colin-Maillard à l'Assemblée », *Mediapart*, 2 juin 2019.



À (re)lire d'urgence

18 DÉCEMBRE Avec les migrantEs, contre le poison raciste

Le 18 décembre prochain, à l'occasion de la journée internationale des migrantEs et à l'appel de plus de 130 organisations, collectifs, associations, partis, syndicats... se dérouleront des marches dans de nombreuses villes. Pour réaffirmer notre opposition aux politiques racistes de Macron et de l'Union européenne, et pour dire notre pleine et entière solidarité avec les migrantEs.

Lors des conclusions du « grand débat », rendues le 25 avril, Macron avait annoncé la couleur : « Pour être ouvert, il faut avoir des limites. Pour accueillir il faut avoir une maison. Donc il faut des frontières, il faut qu'elles soient respectées, il faut des règles. Et aujourd'hui, force est de constater que les choses ne tiennent pas comme elles devraient. D'abord au niveau européen. Nous avons décidé d'avoir des frontières communes, c'est le fameux espace Schengen, avec les règles des accords de Dublin. Cela ne marche plus. Et pour moi, c'est le deuxième grand combat européen, avec le climat, c'est le combat en matière de migrations. » Ou comment, alors que, de l'aveu même du gouvernement, la question de l'immigration n'avait été évoquée que dans 5 000 des 135 000 contributions au



« grand débat », l'imposer dans le débat public, au détriment des questions économiques et sociales.

Des paroles aux actes

Problème majeur : Macron et son gouvernement ne se sont pas contentés de paroles, et ont annoncé début novembre un durcissement encore plus fort des politiques migratoires : réactivation d'une politique de quotas pour l'immigration économique, restriction de l'accès et du champ d'application de la protection sociale des étrangerEs, durcissement des critères de naturalisation, accélération des procédures d'expulsion pour les mineurEs issus des pays dits « sûrs », lutte contre les campements de migrantEs, construction de trois nouveaux centres de rétention...

Autant dire que Macron poursuit sa dangereuse course à l'échalote avec la droite extrême et l'extrême droite, en ciblant les migrantEs et en essayant de diviser toujours davantage le camp des oppriméEs et des

exploitéEs, qui s'apprête à entrer dans une large confrontation avec le pouvoir. Une confrontation qui ne pourra être victorieuse que si elle se pose la question de l'unité de notre camp et refuse explicitement les divisions produites par les rhétoriques et les politiques racistes.

Nous marcherons !

Ce qui passe par le combat quotidien contre ces divisions et la construction de l'unité la plus large face aux politiques anti-migrantEs du gouvernement. Comme le souligne l'appel aux marches du 18 décembre :

« À l'heure où le gouvernement annonce des mesures sans précédent : immigration "choisie", privation – pour les demandeurs d'asile – d'accès à la protection maladie pendant les trois premiers mois après le dépôt de leur demande, durcissement des conditions d'accès à l'Aide médicale d'État (AME), nous marcherons pour affirmer que l'égalité ne se discute pas, elle doit être mise en œuvre, maintenant. C'est la précarisation générale et la remise en cause des acquis sociaux par les politiques répressives et d'austérité menées par les gouvernements successifs, spécialement celui d'Emmanuel Macron, qui exacerbent les discours de haine, accroissent la pauvreté et le repli sur soi dans la population. C'est en luttant ensemble que nous pourrions nous battre efficacement pour une société meilleure, solidaire et égalitaire. »

Rendez-vous dans les rues le 18 décembre !

Correspondant

HONG KONG Après la victoire de l'opposition aux élections locales

La victoire écrasante de l'opposition aux élections locales de Hong Kong, le 24 novembre, peut être considérée comme un référendum concernant à la fois le gouvernement de Hong Kong et celui de Pékin. La réponse de la population est un « non » clair et fort aux politiques répressives de l'establishment.

L'opposition obtient habituellement un score d'environ 55 à 60% aux législatives, mais d'environ 40% aux élections locales. Le fait que, cette fois, l'opposition ait recueilli 57% des voix, contre 41% pour les partis pro-Pékin, constitue indéniablement une grande victoire.

Victoire électorale écrasante

Celle-ci est encore plus importante en termes de sièges. Les partis pan-démocrates ont remporté 388 sièges au total, soit une augmentation de 263 sièges par rapport aux dernières élections locales, tandis que les partis pro-Pékin ont perdu 240 sièges, ne conservant que 59 sièges.

La popularité du camp pan-démocrate avait été déjà constatée dans quelques sondages avant les élections : 83% de la population rejetait la responsabilité de la violence sur le gouvernement, alors que seulement 40% pensaient que c'était également la faute des manifestantEs.

Pourtant, personne n'avait imaginé que les pan-démocrates pourraient gagner des élections locales avec une aussi large marge, surtout à un moment où les éléments radicaux du mouvement commençaient à décliner.

Plus de deux millions de personnes mobilisées

Pendant la semaine précédant les élections, la police a assiégé l'université Polytechnique occupée par



des manifestantEs. Malgré le refus de plusieurs dizaines de manifestantEs de se rendre, peu de choses pouvaient être faites par les occupantEs et leurs partisanEs à l'extérieur. La plupart des manifestantEs se sont progressivement rendus et ont été arrêtés. CertainEs sont toutefois parvenus à s'échapper. La victoire électorale ne peut que renforcer le moral de l'opposition. Il est encourageant de constater à ce propos que, dès le lendemain de leur élection, plus de soixante nouveaux et nouvelles éluEs se sont rendus à l'entrée de l'université Polytechnique pour exprimer leur solidarité avec les manifestantEs qui s'y cachaient encore, et pour rendre hommage à leur contribution au mouvement. La police est finalement entrée sur le campus le 28 novembre, mais sans procéder à de nouvelles arrestations.

Ces élections locales constituent en fait la deuxième grande victoire de l'opposition. La précédente, le 4 septembre, avait été de contraindre le gouvernement de Carrie Lam à annoncer le retrait du projet de loi d'extradition.

Avec ces deux victoires majeures, un nouveau type de militantisme pourrait émerger de ce mouvement sans précédent à Hong Kong. Par comparaison, le « mouvement des parapluies » de 2014 avait été totalement vaincu, et il avait été suivi d'une longue période de démoralisation parmi les militantEs. Avec plus de deux millions de personnes mobilisées, le mouvement a maintenant l'occasion de tirer les leçons de ses expériences passées.

Vers une troisième victoire ?

Au moins cinq tentatives d'appel à la grève générale ont eu lieu. Seule

celle du 5 août a été couronnée de succès, paralysant pratiquement la moitié de la ville. Il s'agissait de la première grève générale depuis des décennies et elle a démontré à la population le pouvoir du monde du travail.

Des jeunes militantEs ont émergé qui prennent conscience de l'importance des luttes ouvrières, et appellent à rejoindre les syndicats existants ou à en former de nouveaux.

Ce qui est unique dans ce récent processus de syndicalisation, c'est qu'il est fondamentalement décentralisé. Il repose en effet sur l'auto-organisation et est impulsé par des personnes assez peu connues. Il se constitue par le biais de messages en ligne comme Telegram, plutôt qu'à l'initiative d'organisations déjà implantées sur les lieux de travail.

Reste à voir dans quelle mesure cette campagne de syndicalisation pourra se consolider et être efficace. L'appel d'un jeune fonctionnaire à former un nouveau syndicat d'employéEs de la Fonction publique a rencontré un très vif écho : d'après les médias, des centaines de fonctionnaires se sont syndiqués.

Pour la première fois à Hong Kong, les idéaux de démocratie et d'autonomie s'enracinent dans l'esprit de millions de salariéEs. Ceci devrait en soi constituer une troisième grande victoire de ce mouvement.

Au Loong Yu
(traduction Dominique Lerouge)

Le monde en bref

Irak. Le Premier ministre démissionne sous la pression populaire.

La mobilisation populaire irakienne, engagée début octobre, vient d'obtenir une victoire symbolique de taille, avec l'annonce, vendredi 29 novembre, de la démission du Premier ministre Adel Abdel-Mahdi. Malgré la terrible répression (le cap des 400 mortEs a été franchi la semaine dernière), les Irakiens refusaient en effet de quitter les rues, et c'est l'ayatollah al-Sistani lui-même, plus haute autorité religieuse chiite du pays, qui a appelé le Premier ministre à démissionner.

Extrême pauvreté, inégalités criantes, chômage de masse, notamment dans la jeunesse, manque d'accès à l'eau potable et à l'électricité, ingérences étrangères (de l'Iran, des États-Unis, de l'Arabie saoudite...) : les griefs ne manquent pas pour les manifestantEs, très majoritairement issus de la jeunesse et des classes populaires, dans un pays classé au 12^e rang mondial de la corruption par l'ONG Transparency Watch, qui estime que, depuis 2003, pas moins de 410 milliards de dollars auraient été détournés, soit près de deux fois le PIB du pays en 2018.



Manifestations, occupations de places, grèves massivement suivies chez les étudiantEs et dans les administrations : c'est au soulèvement le plus important depuis la chute de Saddam Hussein que l'on assiste, qui s'inscrit dans la vague mondiale de mobilisations contre l'austérité et l'autoritarisme. Et si l'annonce de la démission a été célébrée comme une première victoire, les Irakiens ne sont pas dupes et restent mobilisés : sur la place Tahrir à Bagdad, c'est encore et toujours « la chute du régime » qui était revendiquée, avec une reprise du slogan popularisé au Liban ces dernières semaines : « Tous, ça veut dire tous ! »

Chili. Un rapport accablant d'Amnesty International sur la répression.

« L'intention des forces de sécurité chiliennes est claire : faire du mal à celles et ceux qui manifestent en allant même jusqu'à se livrer à des actes de torture et de violence sexuelle contre des manifestants pour affaiblir le mouvement de protestation. » C'est Amnesty International qui s'exprime ainsi, dans un communiqué publié le 2 décembre, suite à une enquête conduite sur la situation au Chili.

« La justice a enregistré plus de 1100 plaintes pour torture et autres traitements cruels, inhumains ou dégradants et plus de 70 infractions à caractère sexuel mettant en cause des agents de l'État qui auraient été signalés. » Et l'on ne parle ici que des cas signalés à la justice, ce qui donne une idée de l'ampleur de la répression menée par le pouvoir chilien contre le soulèvement populaire en cours depuis la mi-octobre.

Les associations et ONG sont elles aussi ciblées : « Une multitude de mouvements et d'organisations des droits humains s'occupent des blessés, veillent au respect des droits des personnes détenues et suivent de près l'évolution des poursuites intentées devant la justice. Les autorités ont cependant fait obstacle à plusieurs reprises au travail des avocats, des défenseurs des droits humains et du personnel médical, leur refusant l'accès à des commissariats ou à des établissements hospitaliers. Nous avons aussi été informés de violences subies par certains de ces militants et de menaces reçues en raison de leur action. »

Pour Amnesty, il ne fait guère de doute qu'il s'agit d'une politique systématique, et non des « abus » de certains corps des forces de répression : « On peut légitimement penser, au vu du niveau de coordination nécessaire pour réprimer de façon violente pendant plus d'un mois les manifestations, que la responsabilité des plus hautes autorités de l'État est engagée. »

ÉTAT ESPAGNOL « Podemos, en tant que force catalysant l'alternative de gauche, touche à sa fin »

Entretien. Le point de vue de Raul Camargo, dirigeant d'Anticapitalistas, à propos de la situation dans l'État espagnol et de l'hypothèse d'un gouvernement PSOE-Podemos.

Face à une droite politique, médiatique, économique, sociale... hypermobilisée contre l'éventuel gouvernement de coalition du PSOE et de Unidas Podemos, Anticapitalistas défendra-t-il le gouvernement, se mobilisera-t-il en faveur du gouvernement de coalition ?

Si la droite fait campagne contre une ouverture en faveur du dialogue en Catalogne, au cas où il y aurait une position courageuse de la part du gouvernement, sans aucun doute. Si la droite se mobilise contre l'abrogation de la réforme de l'emploi, de la loi bâillon, de la LOMCE [qui remet en cause le système public d'éducation], contre des lois de gauche, nous soutiendrons sans aucun doute le gouvernement.

Ce que nous ne pouvons accepter, c'est que la droite exerce des pressions et que le gouvernement recule, ce que nous avons vu à maintes reprises par le passé. Pour éviter cela, il est nécessaire d'avoir un contre-pouvoir constitué par les mouvements sociaux et les organisations de la gauche politique, qui exige du gouvernement qu'il se conforme au programme que les mouvements sociaux ont déjà mis



sur la table en ce qui concerne les problèmes que je viens d'évoquer, et d'autres, tels que la réglementation des loyers.

Si le gouvernement ne subit que des pressions de la droite, il se tournera de plus en plus vers la droite. Par conséquent, il est nécessaire d'avoir une pression de gauche. Cela ne signifie pas que nous allons faire quoi que ce soit avec la droite, bien au contraire. Cette droite et l'extrême droite sont d'énormes dangers pour la majorité de la population, et nous devons les combattre sans répit. Mais nous avons besoin, pour cela, d'une gauche courageuse. Et nous doutons

que le PSOE ou Unidas Podemos puisse être cette gauche, au vu des rapports de forces et de leur nécessaire loyauté aux décisions du Conseil des ministres.

En mars, Anticapitalistas organisera un congrès. Vous dites qu'une force politique de gauche qui ne soit pas « une béquille pour le PSOE » est nécessaire. Sommes-nous face à un embryon de force, avant la création d'une nouvelle force politique de gauche, au-delà de Podemos ?

Nous devons en discuter avec des personnes autres que les membres d'Anticapitalistas, avec de nombreux

camarades d'autres forces, et même avec ceux de Unidas Podemos. Ce débat doit être mené dans la mesure où Unidas Podemos laisse un espace à sa gauche. En tant que membre du gouvernement, il développera sûrement des pratiques qui ne satisferont pas une partie importante de sa base sociale. Nous en discuterons, les relations au sein de la gauche sont dialectiques, elles ne sont pas statiques. Nous verrons, lors de notre congrès et au-delà, si cette possibilité est réelle ou non. Cela dépendra également de la situation politique du pays. Ce n'est pas la même chose de créer une force politique après de grandes convulsions et mobilisations ou de la créer alors que rien ne bouge. Il faut regarder les mobilisations pour le climat, les mobilisations féministes, et les nouvelles mobilisations qui naissent au cœur de cette nouvelle crise. Ce qui est clair, c'est que Podemos, en tant que force catalysant l'alternative de gauche, touche à sa fin. Cela ne signifie pas que quelque chose d'alternatif sera créé immédiatement. Nous verrons bien. Les délais sont fixés par l'histoire.

Raul Camargo, entretien pour le site Cuarto Poder

Version intégrale (en castillan) : <https://www.cuartopoder.es/espana/2019/11/20/raul-camargo-necesitamos-izquierda-no-muleta-psyoe/>

TOU·TE·S
EN GRÈVE



JUSQU'AU RETRAIT!

VERS UNE GRÈVE POLITIQUE CONTRE MACRON ET SON MONDE

Que la journée de grève du jeudi 5 décembre se traduise par un blocage du pays à un niveau que l'on n'avait pas vu depuis novembre-décembre 1995 est une quasi-certitude. Ce que nous ne savons pas encore, c'est à quel point ce succès de la grève pourra convaincre au-delà des deux secteurs (RATP et SNCF) qui ont déjà décidé de reconduire la grève, que c'est le moment d'engager l'affrontement contre Macron et son gouvernement.

Une grève politique

Car la principale caractéristique, et la cause de l'écho rencontré par l'appel au 5 décembre, c'est que, pour celles et ceux en grève et dans la rue jeudi, il ne s'agit pas d'une habituelle « journée de grève syndicale », mais d'une grève politique. D'abord parce que Macron a fait de la « réforme » des retraites la « réforme » de fond de son quinquennat, celle qu'il a posée comme emblématique de sa capacité à imposer un changement de paramètres sociaux. Mais, à travers les actions multiformes des militantEs, des réseaux sociaux, la mesure commence à en être vraiment prise par une majorité de la population : la retraite par points c'est la fin de la protection sociale collective pour imposer à chacunE de se soumettre à la pression de l'exploitation tout au long de sa vie pour accumuler des « points de retraite ». Et comme personne ne pourra, pour autant, échapper à la



PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA

précarité de ce nouveau système en phase avec la précarité généralisée du monde du travail, toutes celles et tous ceux qui le pourront devront se résoudre à alimenter les assurances privées qui lorgnent sur ce gâteau. Assurances privées qui, et cela est également largement discuté, ne disposent nullement de la garantie que les fonds avec lesquels elles spéculent ne s'évaporeront pas dans des retournements boursiers.

La marmite du mécontentement bout

Une grève politique, aussi, parce qu'elle se construit dans une continuité de luttes. Des luttes certes plus souvent défaites que victorieuses (comme celles des cheminotEs en 2018, des enseignantEs durant l'année 2019), des luttes toujours en cours (comme celles des hospitalierEs ou des

pompierEs), mais qui ont renforcé la compréhension du sens particulier des différentes attaques et leur inscription dans un projet global d'affaiblissement du monde du travail pour permettre aux possédants d'imposer des conditions de travail toujours plus génératrices de profits. Non seulement les défaites n'ont pas écrasé les salariéEs qui ont mené, ces batailles, mais elles ont trempé leur colère contre ce gouvernement et surtout contre Macron qui se place au centre de tous les affrontements sociaux et politiques.

Cette rage contre Macron et son monde, son projet ravageur de start-up nation, a aussi été légitimée par toutes les mobilisations qui ciblent Macron sur différentes questions politiques : la ténacité des Gilets jaunes en lutte contre le mépris des classes populaires, la

jeunesse mobilisée pour la justice climatique, le renouveau du mouvement féministe, en particulier contre les violences, le refus de l'islamophobie et de toutes les politiques racistes. Au cours de cette année 2019 ce sont des millions de personnes, pas habituées à revendiquer, qui ont occupé la rue et se sont occupé de politique. Des colères qui se sont croisées, des expériences qui ont fait bouillir la marmite du mécontentement. L'espoir qui naît c'est que, puisque nous sommes toutes et tous dans le viseur, nous pouvons surmonter les divisions pour entamer un combat que nous pourrions gagner. S'il s'agit de défendre nos retraites, il nous faut transformer ces colères en révolte sociale et politique contre Macron et toutes ses réformes, au service d'une minorité.

Cathy Billard

PSA MULHOUSE MOBILISÉS MALGRÉ LES DIFFICULTÉS

C'est dans un contexte de baisse de production, de licenciements d'intérimaires et d'inquiétude que s'est préparé le 5 décembre. L'arrêt de production de la 2008 va entraîner, d'ici les congés de Noël, les licenciements de plus d'un millier d'intérimaires du site, sans compter ses répercussions sur l'emploi chez les équipementiers et sous-traitants sur le site ou dans la région.

Remobilisation dans une ambiance morose

La production a été réduite de moitié il y a peu, et l'équipe de nuit sera supprimée pour la rentrée. Les jours et les semaines chômées se succèdent. La production en « demi-cadence » (vitesse divisée par deux) n'a fait qu'aggraver les conditions de travail, puisque la majeure partie doivent tenir deux postes de travail, ce qui n'est pas tenable pour de nombreux travailleurEs âgés qui sont baladés de poste en poste pour tenter de leur trouver une situation supportable, voire tout simplement pour les dégoûter de rester. Les attentes ou promesses de mutations internes pèsent sur le climat. Des salariéEs

sont prêts à Vesoul, Sochaux, voire dans d'autres boîtes de la région, dans la chimie, l'agro-alimentaire, etc. À cela se rajoutent des discussions en cours sur un nouvel accord de compétitivité qui va encore une fois aggraver nos conditions de vie au travail avec, entre autres, la possibilité de remettre en cause les « 35 heures », site par site. Néanmoins, l'attaque en cours contre nos retraites a permis de remobiliser une équipe CGT qui avait bien du mal à se remettre des nombreux reculs subis ces dernières années, à commencer par les restrictions du CSE. Les prises de parole dans les secteurs, maisons d'équipe, les discussions, sont écoutées, commentées. On sent bien que le 5 décembre, même si beaucoup hésitent encore, sera plus suivi que les dernières journées d'appel. Le coup du gouvernement concernant les régimes spéciaux par exemple ne prend pas, et tout le monde sent bien qu'on est tous visés et donc tous concernés. Il faut tout faire pour que les travailleurEs qui se mobiliseront le 5 décembre en reviennent plus forts, motivés, qu'ils passent un cap pour aller plus loin, et pourquoi pas, vers la reconductible...

Correspondant

MARSEILLE AU-DELÀ DU 5 DÉCEMBRE?

Depuis plusieurs semaines déjà, CGT 13 et Solidaires appellent au 5 décembre et à ses suites. Le meeting intersyndical du 14 novembre (CGT, FSU, Solidaires, UNEF, FSE, Gilets jaunes) avait donné un ton unitaire à cet appel. À cette occasion, la CGT appelait à se mobiliser dès le 7 autour des chômeurEs, mobilisation à laquelle étaient invitées les organisations « progressistes » (la gauche sauf PS et EELV).

« Cette seule journée du 5 décembre ne suffira pas »

L'AG CGT de militantEs du 25 précisait « Nous sommes tous conscients que cette seule journée du 5 décembre ne suffira pas. Cette journée sera déterminante pour les suites ».

Depuis, les appels à la grève se chiffrent à près de 300 sur le département, et 90 reconductibles. Agroalimentaire, SNCF (reconductible), commerce (Casino, Auchan, Carrefour, Monoprix, Gal. Lafayette, Printemps, FNAC, Leclerc...), BTP, Postetélécom (reconductible), industrie chimique (Arkéma, Total, Naphta...), Centrale de Gardanne, CPCAM (reconductible), santé (privée et publique, dont APHM reconductible), services publics, dont plusieurs en reconductible (Métropole, conseils départemental et régional, villes de Marseille, Aubagne, Gardanne...), transports RTM, RDT 13 en reconductible, Air France.

Au total, un nombre d'appels comme on n'en avait pas connu depuis longtemps.

Indépendamment des relations unitaires avec FSU et Solidaires, l'importance prévisible de la mobilisation n'est pas étrangère au poids de la CGT sur le 13, et à son positionnement généralement très combatif (cf. appel à bloquer l'économie à partir du 5 décembre). Plusieurs initiatives visant le commerce (très important sur le 13) ont déjà été prises sur les zones commerciales de Marignane, Gardanne, Arles, Plan-de-Campagne ou Vitrolles.

Pour le 7 décembre, se mobiliser autour des chômeurEs sera une réponse par avance à la campagne médiatico-gouvernementale selon laquelle le 5 décembre est un mouvement de défense des régimes spéciaux.

Lors de la réunion avec les organisations syndicales, politiques et associatives du 19 novembre, Solidaires, PC, PRCF et bien sûr NPA, ont apporté leur soutien à l'initiative. Se disant non mandatée, la FSU ne s'est pas prononcée. Mais ce 7 décembre ne se limitera pas à la manif avec les privéEs d'emploi, et verra aussi des mobilisations (débrayages, diff' de tracts, blocages) sur des zones commerciales : Marseille-Le Merlan, Arles, Aubagne ou Istres.

Bien des ingrédients qui font du 5 décembre un moment très fort de lutte sur le 13, et on l'espère, inscrit dans la durée, quelles qu'en soient les formes.

Correspondant

SNCF LES SALARIÉ·E·S SONT PRÊTS POUR LA LUTTE!

Sauf retournement de dernière minute, les AG devraient toutes reconduire la grève jusqu'au vendredi 6 décembre, et sans doute aussi pour les jours qui suivront. Pour la suite, ce qui sera déterminant, c'est ce qui se passe ailleurs. Il y a une attente forte vis-à-vis des autres secteurs.

«On ne fera pas grève pour les autres»

Par exemple, les cheminotEs discutent entre eux des écoles fermées le 5 et au-delà, de ce qui se passe dans les facs. Les retours des distributions de tracts aux usagerEs sont bons, ça encourage. Si la grève prend dans le privé, les raffineries, les établissements scolaires, à Air France, dans la santé, etc. alors cela donnera envie de continuer, c'est clair. Mais cette attente – juste en soi – pourrait aussi être utilisée en négatif si la grève tardait à s'étendre. Notamment par les directions syndicales et les franges les moins conscientes, sur un discours du type: «Puisque les autres ne s'y mettent pas, on ne va pas faire grève pour eux. Donc on négocie pour nous». D'ailleurs, l'idée qu'«on ne fera pas grève pour les autres» peut aussi parfois être entendue de la part de collègues combatifs.

Le préavis unitaire laisse cette «porte de sortie»: il fait trois pages et c'est un vrai catalogue. En soi il n'y a rien de mauvais dedans mais il pourrait permettre une so-disant «sortie par le haut» au cas où, en laissant de côté la question centrale des retraites. Y compris en disant que la bataille décisive pourrait avoir lieu plus tard. À chaque «bataille centrale» s'agrègent souvent d'autres revendications: en 1995, le Contrat de plan à la SNCF (suppression de milliers de kilomètres de ligne). En 2010, encore sur les retraites, un des succès de la mobilisation dans les raffineries était lié à une attaque sur leur convention collective, etc. Il est vrai que la réforme des retraites intervient exactement au même moment que l'éclatement de la SNCF en 5 sociétés anonymes en décembre, en conséquence de la réforme contre laquelle nous avons fait grève en 2018. Donc, retraites et réforme de la SNCF se mélangent dans les raisons de la colère. Et cela peut se décliner

dans la santé avec la pénurie, l'éducation et tous les services publics attaqués actuellement, dans le privé, etc.

La question des retraites au centre

Nous devons mettre la priorité sur la question des retraites – condition pour un mouvement d'ensemble – sans opposer conditions de travail aujourd'hui et retraites pour demain. En effet, pour de nombreux salariéEs, la retraite apparaît lointaine alors que le quotidien est déjà invivable. En tout cas, il faut se garder de plaquer des schémas sur la situation: certains critiquaient les mobilisations sectorielles qui se déroulaient avant le 5 sous prétexte que cela allait détourner les travailleurEs de «la bataille centrale des retraites», d'autres expliquaient que le 5, trop lointain, était une manœuvre bureaucratique pour empêcher les luttes...

Au final, tous les mouvements depuis le 13 septembre (grève 24 septembre, droit de retrait, grèves dans les ateliers, grèves locales, etc.) renforcent la préparation du 5 décembre et vice versa. Il faut donc faire le lien entre la dégradation des conditions de travail aujourd'hui et le fait qu'on voudrait nous les imposer plus longtemps, jusqu'à 64 ans.

ToutEs ensemble pour gagner

Ce qui changera la donne, c'est aussi le nombre de cheminotEs dans les assemblées générales. On

table sur un trafic restreint et donc parfois des AG décentralisées en Île-de-France pour permettre à tous de s'y rendre. Jeudi 5 décembre, beaucoup ne pourront pas venir jusqu'à Paris. C'est le cas aussi à la RATP. Des rencontres ont lieu entre les équipes RATP et SNCF. Si la grève est forte sur les deux réseaux, l'Île-de-France, voire le pays, peuvent être bloqués. En 1995, le gouvernement, la SNCF et la RATP, par risque d'accident grave sur les quais, avaient anticipé la fermeture du réseau (déjà quasi à l'arrêt quand même). Mais avec Macron et sa façon de «gérer» les conflits, rien ne dit qu'il fasse le même calcul...

En tout cas, on doit partir sur l'idée qu'un secteur seul en grève, celui des transports, a peu de chances d'empêcher lui tout seul la réforme des retraites. Une bonne partie de l'issue de la lutte dépendra donc de ce qui se passera ailleurs. L'ambiance est bonne. Le dernier sondage annonce 64% en faveur de la grève. Si on rapporte ça au matraquage antigrève, c'est plutôt pas mal! Mais comme pour les Gilets jaunes qui ont bénéficié d'un réel courant de sympathie, ça ne suffit pas. Face à la méthode Macron, l'objectif est avant tout un mouvement de masse, comparable à celui de 1995 ou 2010... mais avec la radicalité de la période. Et avec la nécessité pour celles et ceux qui seront en grève de s'adresser aux autres travailleurEs en permanence.

Ali Jonas



«COMMENT ON FAIT POUR FAIRE GRÈVE?»

En 10 ans c'est la première fois que des collègues viennent me voir pour me poser cette question. Il faut dire qu'en général soit cette activité est réservée à un petit nombre d'initiés qui en ont l'habitude, soit il s'agit d'un débrayage collectif à la production. Mais pour le 5 décembre, des gens qui n'ont jamais fait grève ou qui ont parfois posé une demi-journée de congé pour aller à la manif, veulent s'opposer à cette réforme et sont prêts à l'assumer vis-à-vis de la direction de la boîte. C'est

clair: il se passe quelque chose qu'on n'avait pas vu ni en 2010 pour les retraites, ni contre la loi travail bien que les manifestations aient été déjà très grosses à ce moment-là.

Aux postes de production, la proportion d'intérimaires plafonne la participation et empêche dans les faits l'arrêt de l'usine mais le nombre de grévistes pourrait bien avoir un impact visible sur la productivité ce jour-là. Chez les ingénieurEs, les baisses de pensions prévues par la réforme sont telles que cela clarifie leur

positionnement en termes de classe vis-à-vis du gouvernement et les poussent à se mobiliser au côté des ouvrierEs et technicienEs. La reconduction de la grève n'est pas encore envisageable mais la question des suites se pose malgré tout... Il est possible qu'en attaquant tous les secteurs et toutes les catégories simultanément, le gouvernement nous donne l'occasion de ce grand tous ensemble public/privé que nous essayons de construire depuis des années!

Elsa Collonges, usine de microélectronique, Isère

ÉDUCATION NATIONALE DÉBUT D'UNE LUTTE PROLONGÉE

La réforme des retraites a pour objectif de diminuer considérablement les pensions des fonctionnaires, et en particulier de l'ensemble des personnels de l'éducation nationale. Les simulateurs de retraite mis en place par les syndicats présagent d'une baisse des pensions de 30% à 40% avec le nouveau système.

Au-delà de ce recul historique, c'est l'ensemble du système de retraites à points que les enseignantEs doivent contester. Les fonctionnaires le connaissent bien: c'est celui de leur salaire. Et force est de constater que la valeur du point d'indice (pour les salaires) est déconnectée de l'inflation (depuis 1983), soit une perte de 30% de pouvoir d'achat en 30 ans... Même Blanquer est obligé de constater que les enseignantEs sont perdants et il promet, le 22 novembre, qu'il y aurait «des améliorations de rémunération». Au 1^{er} janvier 2020, les salaires des enseignantEs vont augmenter (enfin... de 0 à 30 euros net pour les professeurEs des écoles). Cette revalorisation avait été promise au 1^{er} janvier 2019 puis différée par Macron. En clair, le gouvernement a volé un an d'augmentation de salaire. De plus, en plafonnant le montant total des retraites (à 14% du PIB) et en liant la valeur du point de pension au nombre de retraitéEs, le montant de nos retraites baissera d'autant que le nombre de retraitéEs augmentera... Autant dire que les fonctionnaires ne peuvent pas être dupes des promesses gouvernementales concernant les retraites à points.

L'école est au bord du burn out

Les différentes réformes Blanquer détruisent l'école dans son ensemble: évaluations mortifères, manque de moyens en collège, réforme du lycée et du bac (dont les premières épreuves ont lieu dans six semaines), réforme du statut d'enseignant-chercheur. À tous les niveaux, les classes débordent de jeunes. Près de 13 000 élèves handicapés n'ont personne pour les accompagner en classe.



PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB

Les personnelEs constatent le manque de temps, d'envie ou de force pour repérer et réparer les difficultés quotidiennes. Cela a des conséquences dramatiques sur leur santé et leur vie ainsi que sur la santé et la vie des jeunes.

En grève à partir du 5 décembre

Les remontées des établissements sont exceptionnelles pour le 5 décembre. Plus d'un tiers des écoles fermées; les taux de grévistes dans les collèges et lycées sont très hauts et le mouvement s'engage dans les universités. Les raisons de la grève peuvent se résumer à trois points connectés: – Refus de la réforme des retraites et notamment d'une retraite à points. – Arrêt immédiat de toutes les réformes Blanquer. – Augmentation des salaires et des pensions. La principale question aujourd'hui est de savoir ce que l'on fait après le 5 décembre. Par endroit, la reconduction de la grève dès le vendredi 6 décembre se pose réellement. Il est évident qu'elle sera plus petite. Le 6, ainsi que le lundi 9 décembre doivent servir à populariser la grève. Cela passe par

des banderoles sur les établissements, des tracts, etc. mais aussi par la grève marchante, pour aller convaincre chaque collègue de rejoindre la grève. Les personnelEs de l'éducation nationale ont une partie à jouer et cela ne se fait pas seuls: il faudra se mettre en lien avec les autres professions, pour montrer notre détermination collective. Il faudra des temps forts fédérateurs et des manifestations massives dès le mardi 10 décembre. Les rythmes de mobilisation doivent être pris en charge par les grévistes eux-mêmes, en lien avec les syndicats. Il est central que des assemblées générales locales se réunissent et décident des suites. Sans que cela soit contradictoire avec des AG interprofessionnelles, ces AG doivent pouvoir se coordonner aux niveaux supérieurs et si le mouvement prend une ampleur inédite, il faudra réfléchir à une coordination nationale. Dans l'éducation nationale, le 5 décembre n'est pas qu'un moment où on arrête le travail. Cette date est l'événement déclencheur pour avoir du temps pour réfléchir et agir toutes et tous ensemble. Le 5 décembre est le début d'une lutte d'ampleur, pour gagner.

Raphaël Greggari

AUTOMOBILE RAS-LE-BOL GLOBAL: ON VEUT PAS (SE) CREVER POUR LEURS PROFITS

«**I**ls nous demandent de faire toujours plus avec toujours moins de moyens.

Et en plus, ils voudraient qu'on travaille encore plus longtemps?» Dans les centres d'ingénierie comme dans les usines, la parole se libère à l'approche du 5 décembre.

Retour de bâton contre Macron et ses larbins

Au centre technique de Renault Lardy dans l'Essonne (chargé du développement des moteurs et d'essais véhicules), la grève du 5 décembre s'organise. CertainEs salariéEs parmi les plus précaires (employéEs des entreprises sous-traitantes) envisagent eux aussi de faire grève pour protester contre

leur avenir bouché et leurs conditions de travail dégradées, autant que pour défendre les retraites. L'ambiance se réchauffe, alors que la direction menace les emplois en se servant du prétexte de la «transition écologique» vers les moteurs électriques. Les chefs croyaient pouvoir nous faire bosser toujours plus dur pendant que les actionnaires et les PDG se gavent de profits? C'est l'heure du retour de bâton contre Macron et ses larbins.

Dans ce secteur où les dernières grandes luttes collectives commencent à dater, la mobilisation du 5 décembre s'annonce au niveau de celle des épisodes les plus élevés de 2016, contre la loi travail. Et de nombreux salariéEs encore

hésitants pourraient rejoindre le mouvement dans les jours qui viennent.

Une AG des salariéEs en lutte s'est réunie ce lundi pour préparer la manifestation du 5 et ses suites: actions sur le site, lien avec d'autres salariés, grève le 6 et après... Ce mois de décembre est l'occasion d'exprimer la colère, il faut d'ores et déjà discuter des prochaines étapes après le 5.

Et pour riposter tous ensemble contre Macron et sa politique, des liens ont été tissés avec les cheminotEs de Brétigny-sur-Orge grâce à une AG interpro locale qui regroupe aussi des enseignantEs, des travailleurEs sociaux et des Gilets Jaunes.

Correspondant

LICENCIEMENTS

Liquidation de TIM :
304 salariéEs au chômage,
leur patron indemne

Mercredi 27 novembre, l'entreprise TIM a été liquidée sans reprise d'activité par le tribunal de commerce de Lille. Il y a 7 ans, c'était encore le premier constructeur européen de cabines de matériel de chantier.

En 2012, l'usine de Quaëdypre dans le Nord comptait près de 900 salariéEs. Moyennant quelques investissements pour rénover le parc machines vieillissant, l'entreprise aurait pu perdurer. Mais c'était sans compter sur les capitalistes qui se sont succédé à sa tête et ont entraîné sa disparition, laissant 304 salariéEs sur le carreau.



Une plainte pour escroquerie

En 2017, après qu'un premier plan social a été mis en œuvre par la direction précédente, l'entrepreneur Fil Filipov a repris l'entreprise et ses 470 salariéEs, promettant de la remettre à flots.

Bilan ? « Il a détruit notre outil de travail », affirmait un représentant des salariéEs à un journaliste de *la Voix du Nord* à la sortie du tribunal la semaine dernière.

Ce Fil Filipov s'est en effet spécialisé dans le rachat d'usines en difficulté avec comme méthode de pratiquer des coupes claires dans les effectifs. Il a ainsi fait partir une centaine de salariéEs en rupture conventionnelle collective en 2018. Mais son objectif semblait être avant tout de favoriser une autre entreprise, Atlas, repreneur de TIM en 2017, dont il est propriétaire, qui était également devenu le principal client de TIM, les autres ayant progressivement arrêté leurs commandes. À l'audience, Filipov a déclaré que les machines que produisaient les salariéEs français seraient désormais réalisées chez Atlas en Allemagne. « Il ne lui reste plus qu'à récupérer les machines et il aura tout réussi », a déclaré l'avocat de la CGT et FO.

Les salariéEs sont en colère, et ont décidé de porter plainte pour escroquerie. En attendant que la justice se prononce, une chose est sûre, pour les salariéEs, c'est le chômage et la précarité tout de suite.

Privatisation des profits, socialisation des pertes : l'histoire de TIM est représentative de ce schéma que les capitalistes n'ont cessé de reproduire, sauf quand ils sont empêchés par les travailleurEs reprenant à leur compte les moyens de production.

Correspondante

JEUNESSE

Vers une grève active et massive ?

« La précarité tue ! » Voilà le cri qui fédère un mouvement de la jeunesse naissant en ce mois de novembre.

Depuis le geste désespéré d'Anas à Lyon, une lycéenne a également tenté de s'immoler à Villefontaine, et un étudiant d'origine rwandaise a été retrouvé mort dans sa chambre à Clermont-Ferrand, lui aussi après un possible suicide. Ces deux derniers actes ont fait moins de bruit, mais ils marquent un profond malaise dans la jeunesse. Quoi d'étonnant, alors que les gouvernements successifs font tout pour nous enfoncer dans la galère et la précarité, de la baisse des APL à la réduction des droits au chômage, de Parcoursup à la réforme du bac, sans parler de l'angoisse des lendemains, du désastre écologique à la casse des retraites.

Des semaines agitées

Depuis trois semaines, dans de nombreuses facs de France, l'appel à la mobilisation d'Anas a bien été entendu. Le 12, premier jour de cours après son acte, des rassemblements ont eu lieu dans une quarantaine de villes. De quelques dizaines à plusieurs centaines d'étudiantEs ont participé à des assemblées générales, suscitant l'intérêt souvent au-delà du milieu militant habituel. À Bordeaux, les 200 étudiantEs réunis en AG ont voté l'occupation d'un amphithéâtre et obtenu de la présidence l'ouverture d'une liste mail pour communiquer avec le reste de l'université. À Nantes et à Lyon, les facs ont été bloquées à plusieurs reprises. À Tolbiac, c'est une AG de 300 qui a lancé un appel à une rencontre nationale le 30, ébauche d'une coordination du mouvement. Des opérations « resto U gratuit » ont eu lieu pour s'adresser aux étudiantEs non mobilisés ; à Toulouse, plus de mille repas ont ainsi été distribués en un midi, tout en invitant à la prochaine assemblée. Et le 26, une manifestation nationale contre



la précarité a été répercutée dans au moins une quinzaine de villes. Si les cortèges peu nombreux témoignent d'un mouvement encore balbutiant, mille personnes ont tout de même manifesté à Lyon. Quoi qu'il en soit, la réaction des forces de l'ordre, qui ont nassé et intimidé une partie de la centaine de manifestantEs toulousains, montre bien que ce bouillonnement inquiète un gouvernement aux abois.

Chez les plus jeunes, l'heure est aussi à l'organisation : avant le 5 décembre, des actions ont eu lieu dans de nombreux lycées, où les forces s'étaient déjà rassemblées. En banlieue parisienne, à Strasbourg, Toulouse, Marseille et ailleurs, des lycées ont été bloqués, des assemblées ou des comités se sont montés, avec des débuts de coordinations locales. 100 lycéenEs en AG au lycée Lakanal à Sceaux, plusieurs jours de blocages et des affrontements avec la police

au lycée Vilgénis de Massy, et des blocages dans plusieurs villes dès le lundi 2 décembre, comme à Villeneuve-d'Ascq, Montpellier ou Toulouse... La situation rappelle celle de décembre dernier, mais avec le souvenir vivace de la répression et la volonté de ne pas se laisser faire. Bref, dans toute la jeunesse ce sont pour l'instant des minorités qui s'agitent, mais qui pourraient bien mettre du monde dans la rue au vu du contexte national et international.

S'organiser
démocratiquement, structurer
une mobilisation naissante

Les revendications, comme souvent au début d'un mouvement, sont diverses. Elles reflètent ce que la précarité étudiante peut avoir de caractéristique : augmentation des bourses, meilleur accès au logement, retrait de Parcoursup et de la sélection à l'université... Mais le 5 décembre est dans toutes les têtes. Les étudiantEs présents en AG sont conscients que le problème est plus vaste ; que la pauvreté, au-delà des étudiantEs, touche aussi la jeunesse travailleuse et le reste de la population ; et qu'elle résulte d'une politique systématique menée par les gouvernements de ces dernières décennies, en

France comme ailleurs. Les revendications impliquent toutes de s'affronter avec le pouvoir pour prendre les richesses là où elles sont, dans les poches des riches. La colère exprimée depuis un an par les Gilets jaunes trouve ainsi son écho : aux trois assemblées du Mirail à Toulouse, ils ont parlé à la tribune face à plusieurs centaines d'étudiantEs, et ont reçu un accueil chaleureux.

Réunis dans une assemblée interfacs le samedi 30 novembre, des étudiantEs d'une quinzaine d'universités concluent ainsi leur appel : « À partir du 5 décembre, nous appelons tous les jeunes à se mettre en grève reconductible et illimitée aux côtés des salariéEs, en lutte pour notre avenir, contre Macron et son monde. Notre grève doit être active. Elle est le moyen de convaincre le plus possible de jeunes de rejoindre la contestation contre ce système capitaliste. Les AG de facs et de lycées sont souveraines et décisionnelles pour organiser tous les aspects de la lutte et décider de nos revendications. Notre mouvement, encore naissant, devra le plus tôt possible se doter d'une coordination nationale démocratique de ces AG, dont les membres seront élus, mandatés, révocables et devront rendre des comptes à chaque AG. » Selma Timis et Armand Tallot

l'Anticapitaliste
la revue

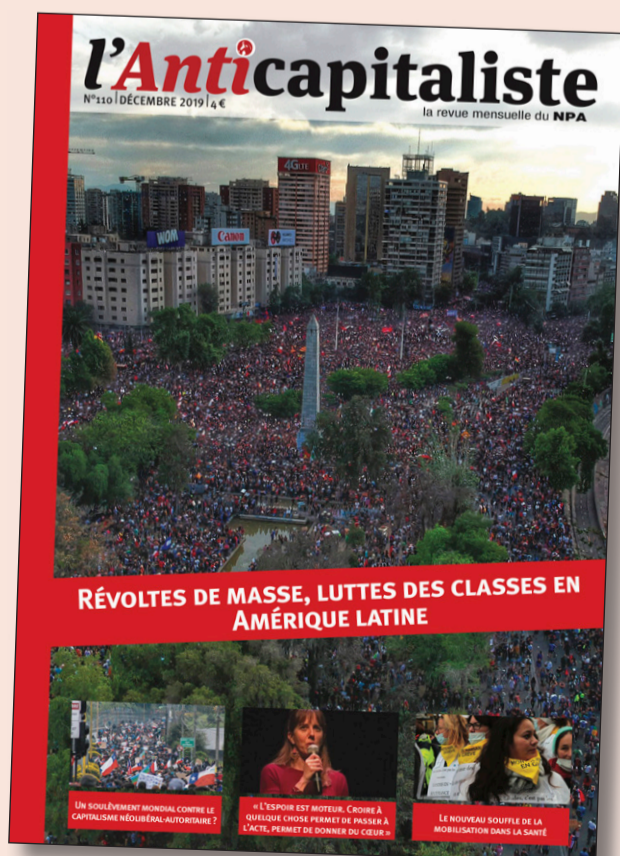
Le n°110 est disponible

Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à :

l'Anticapitaliste,

2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

BELFORT L'austérité
dans la santé tue

Il y a deux mois, à côté de Belfort, une femme de 62 ans est décédée d'un infarctus après avoir appelé à cinq reprises le 15. Les secours ne sont pas arrivés à temps.

Ce décès est aussi médiatisé que celui d'une jeune Strasbourgeoise, en décembre 2017, qui avait elle aussi appelé le 15 sans que la gravité de son état ait été correctement évaluée.

Ce qui est mis en avant par les médias, c'est toujours le fonctionnement de la régulation du service des urgences, voire l'incompétence du personnel qui répond au téléphone. Ce tragique événement mérite donc une petite mise au point.

SANTÉ Printemps de la psychiatrie: une assemblée générale nationale réussie

Samedi 30 novembre, plus de 250 personnes ont participé à l'assemblée générale nationale du printemps de la psychiatrie¹ au théâtre de Gennevilliers.

Équipes soignantes, associations de patientEs, de familles, collectifs de lutte se sont retrouvés pour faire un état des lieux de la psychiatrie publique aujourd'hui, et réfléchir aux revendications et luttes à construire collectivement. La matinée fut consacrée aux témoignages. Si la région parisienne était bien représentée, des soignantEs venus de Toulouse, Marseille, Le Havre, Dole, Reims, Angers, La Roche-sur-Foron (74) ou Lavaur (81) avaient fait le déplacement. Au niveau syndical, la fédération Sud Santé sociaux et l'Union syndicale de la Psychiatrie (syndicat de psychiatres) étaient présents. L'absence de la fédération CGT n'a pas empêché la participation de nombreux militantEs de syndicats de base.

La psychiatrie publique démantelée

Partout le même constat : une psychiatrie publique fortement attaquée par les politiques d'austérité, un accès aux soins de plus



en plus difficile pour les patientEs, notamment les plus précaires. En effet, ces dernières années, la psychiatrie n'a pas été épargnée par la réduction drastique des politiques sociales, qui coûtent, c'est vrai, « un pognon de dingues ». Toutes les équipes témoignent d'un profond malaise, de la perte du sens de leur travail, de politiques managériales hospitalières ultraviolettes contre les soignantEs et les soignéEs. La psychiatrie de secteur, aujourd'hui, n'a plus grand chose à voir avec

ce que voulait développer Lucien Bonnafé² à l'origine, à savoir une inscription du soin psychique dans la vie de la cité.

Quel accueil de la folie ?

La psychanalyse est jetée aux orties, les neurosciences ont le vent en poupe. La fondation « Fondamental » par exemple, largement subventionnée par les laboratoires pharmaceutiques, Bouygues ou encore Dassault, effectue un lobbying redoutablement efficace auprès du ministère

de la Santé. Dans ces conditions, comment penser un véritable accueil de la folie, qui ne se réduit pas à une prescription médicamenteuse ou un protocole validé par la Haute autorité de santé ?

Perspectives

L'après-midi fut consacrée aux perspectives de mobilisations. La question des revendications et des moyens pour y parvenir ont été largement discutées. Au-delà de l'exigence d'une hausse significative des budgets et de l'augmentation des effectifs, l'abolition de la contention, la liberté d'aller et venir, la formation des médecins et des paramédicaux ont été débattues. La commission « actions contre les outils gestionnaires » a présenté son projet de grève des données informatiques, la grève du zèle a aussi été abordée. Les participantEs se sont donné rendez-vous à la grève générale du 5 décembre prochain!

Correspondant

1 – Voir le manifeste « Printemps de la psychiatrie, pour un renouveau des soins psychiques » dont le NPA est signataire : <https://printempsdelapsychiatrie.org/>.

2 – Lucien Bonnafé (1912-2003) : psychiatre désaliéniste français.

5 DÉCEMBRE

Le télétravail pour briser la grève ?

En prévision d'une grève massive dans les transports, le patronat s'organise et cherche à diviser. Dans bien des entreprises, on fait comprendre aux salariéEs qu'ils et elles devront travailler quoi qu'il arrive, depuis leur domicile si nécessaire.

« Le gouvernement encourage le télétravail » a déclaré Elisabeth Borne jeudi 28 novembre sur Europe 1. Ce genre de déclaration est de nature à convaincre les patrons qui hésitent encore qu'ils sont dans leur bon droit s'ils l'imposent à leurs salariéEs.



DR

« Circonstances exceptionnelles »

Le Code du travail comporte d'ailleurs un article, le L.1222-11, autorisant tout employeur qui fait face à des « circonstances exceptionnelles » à imposer le télétravail à ses salariéEs pour « permettre la continuité de l'activité de l'entreprise et garantir la protection des salariés ». Pourquoi la protection des salariéEs ? Parce que cet article précise que les circonstances exceptionnelles sont « notamment les menaces d'épidémie » puis ajoute que le télétravail peut être mis en place sans accord collectif avec les syndicats également « en cas de force majeure ». Et il se trouve que le droit capitaliste du travail considère que la grève revêt les caractéristiques de la force majeure.

Muriel Pénicaud, ministre du Travail, avait d'ailleurs pavé la voie à sa collègue des Transports, en expliquant le 24 novembre que le recours au télétravail devait se faire au nom... des droits des salariéEs : « Je dis aux chefs d'entreprise d'être compréhensifs avec leurs salariés. Aujourd'hui il y a des formes de travail à distance. Il ne faut pas, ce jour-là, demander aux gens de faire l'impossible. » Quelle générosité!

Face à la menace d'une épidémie de grève dans tout le pays, le patronat se prépare et s'organise, grâce aux nouvelles technologies, pour que les salariéEs continuent le boulot à la maison. Contre leur cynisme, il n'y a qu'une seule solution : faire grève, toutes et tous ensemble!

Correspondante

8 DÉCEMBRE « Contre l'autoritarisme, le racisme, pour la démocratie et la dignité »

C'est dans les jours qui ont suivi la séance d'humiliation collective du 6 décembre 2018 qu'un collectif s'est constitué, autour notamment des mères des 151 jeunes victimes de la brutalité policière. Un an plus tard, il s'agit de se mobiliser pour que cette « affaire » ne tombe pas dans l'oubli et, plus largement, pour dénoncer les violences policières, entre autres et notamment dans les quartiers populaires.

« Stop au traitement d'exception réservé à nos enfants »

L'appel à manifester précise les revendications du collectif :

« Nous sommes mobilisées plus que jamais pour nous faire entendre tant à l'échelle locale qu'à l'échelle nationale :

C'était il y a un an, et les images avaient largement tourné sur les réseaux sociaux avant d'être reprises dans les « grands » médias. 151 jeunes de Mantes-la-Jolie mis à genoux et humiliés par les forces de police, avec ce commentaire de l'un des hommes en uniforme : « Voilà une classe qui se tient sage ». Un an plus tard, une marche est organisée par le Collectif de défense des jeunes du Mantois.



DR

– Nous exigeons de Brigitte Julien, cheffe de l'IGPN et de Catherine Denis, procureure de Nanterre,

qu'elles rouvrent l'enquête : 151 lycéenEs interpellés sont autant de victimes que de témoins. Seuls quatre d'entre eux ont été auditionnés. Nous exigeons que tous nos enfants soient entendus.

– Nous disons STOP au traitement d'exception réservé à nos enfants, discriminés dès leur plus jeune âge sur le chemin de l'école ou aux abords de celle-ci. Nous n'acceptons plus que leur droit à l'insouciance de l'enfance soit bafoué. L'école ghetto, on n'en veut plus!

– Nous disons STOP aux contrôles au faciès, aux palpations, aux

atteintes constantes à l'intégrité physique des enfants de banlieues. – Nous disons STOP à l'État policier omniprésent dans nos quartiers en lieu et place de l'État social.

– Nous disons STOP aux violences policières qui s'étendent au-delà de nos cités et touchent aujourd'hui le mouvement social en général, les Gilets jaunes en particulier, et qui conque ose opposer sa résistance face à ceux qui nous gouvernent. » Rendez-vous le dimanche 8 décembre, 14 h à Barbès.

Correspondant

Sous-effectifs et surmenage

Depuis 2015, il n'y a plus de centre d'appel à Belfort-Montbéliard. Tous les appels parviennent à Besançon, à près de 100 km de là. Quand on appelle le 15, c'est unE assistantE de régulation médicale (ARM), qui n'est pas médecin, qui décroche. Il ou elle ne prend aucune décision, mais fait une fiche de renseignements et oriente l'appel vers unE médecin régulateur. C'est ce médecin qui décide de la conduite à tenir et déclenche les secours les mieux adaptés.

Le problème, c'est que la Franche-Comté est une région test en la matière. C'est la première région qui a vu ses services départementaux de régulation fusionner entre 2005 et 2015. L'Agence régionale

de santé (ARS) prétend que c'est pour améliorer la qualité de la régulation... Le personnel des urgences, en grève actuellement depuis 7 mois, dénonce de son côté la dégradation de la situation en régulation, plus particulièrement depuis la fermeture du service de régulation de Belfort en 2015 où il y avait 9 opérateurEs sur place. Depuis novembre 2015, la régulation du territoire de Belfort a été déplacée vers le SAMU de Besançon... Sans les 9 postes!

Le personnel est actuellement en sous-effectif. CertainEs font, en ce moment, des semaines de plus de cinquante heures. Les heures supplémentaires se multiplient, ainsi que les arrêts maladie. Certaines nuits, seuls deux médecins se relaient pour réguler. Dans ces

conditions de stress et d'épuisement professionnel, il n'est pas étonnant que des dysfonctionnements puissent se produire.

Ce sont toujours les exécutantEs qui sont uniquement montrés du doigt, en l'occurrence les ARM et les médecins. Mais les vrais responsables de cette situation sont le gouvernement et les ARS, qui sont mis face à leurs responsabilités.

L'austérité dans les services publics (université, transports, santé...) a un coût, qui peut être celui de la vie. Ce système est criminel, et c'est aussi pour cela que les urgentistes de Besançon, comme de tout le pays, sont en grève depuis des mois.

CorrespondantEs



DR

CPN

Préparer le 5 décembre... et ses suites

À la veille de la grève du 5 décembre, la direction nationale du NPA s'est réunie, afin de faire le point sur cette mobilisation majeure et de définir les orientations de l'organisation pour la période.

L'essentiel des discussions ont tourné autour de la préparation de la mobilisation. Mais nous avons néanmoins voulu la replacer dans le contexte international. Sur tous les continents, les peuples se soulèvent contre les gouvernements autoritaires et ultralibéraux : en Amérique du Sud, en Asie, au Moyen-Orient, en Afrique...

Il semble donc que l'on soit entré dans une phase nouvelle de la crise du capitalisme, avec la fuite en avant des politiques ultralibérales, avec la répression qui est systématique face aux mobilisations, et avec la crise climatique.

C'est d'ailleurs face à celle-ci que se sont dressées des mobilisations massives de la jeunesse, les plus importantes manifestations internationales depuis la guerre en Irak. Comme se sont levées par millions les femmes ces dernières années, contre les violences sexistes et sexuelles.

Le combat du NPA dans les prochaines semaines s'inscrit donc nécessairement dans cette bataille mondiale pour l'émancipation et contre le capitalisme.

Favoriser l'auto-organisation, défendre des perspectives politiques

Le 5 décembre et ses suites ont donc été au cœur des discussions du CPN. Deux résolutions ont été votées pour aller dans ce sens, l'une avec 52% des voix exprimées, l'autre, plus concrète, une « feuille de route », adoptée par 82% à 100% des voix exprimées selon les parties du texte. Il s'agissait de coordonner les équipes militantes du NPA pour agir dans les prochaines semaines. D'abord construire la grève, en contribuant aux diffusions de tracts, aux assemblées générales, aux explications et aux prises de parole. Batailler, dans les organisations syndicales, vis-à-vis des autres courants du mouvement ouvrier et dans les AG, pour la reconduction du mouvement dès le 6 décembre et la semaine suivante, sa généralisation par la création de liens interprofessionnels, pour une grève générale.

Nous avons discuté de comment contribuer à l'auto-organisation du mouvement. Ainsi, nous considérons que « la direction de la grève se construit au plus près des formes d'auto-organisation des grévistes dans les secteurs ou sur une base territoriale : assemblées générales, comités de grève, coordination des AG professionnelles, si possible avec des mandats, jusqu'au comité national de grève. » Par rapport à nos positions traditionnelles, nous avons formulé le fait que, avec le recul du mouvement ouvrier organisé, une grande hétérogénéité du prolétariat en termes de conditions sociales, d'organisation du travail et de conscience, après Nuit Debout et les Gilets jaunes, il fallait s'attendre à ce que notre classe ne s'organise pas simplement sur les lieux de travail, mais aussi sur une base territoriale.

Enfin, nous avons discuté des perspectives politiques à donner au mouvement. Il s'agit bien sûr de batailler pour le retrait de la réforme, et pour des mesures de défense des retraites et des salaires. Mais nous estimons aussi qu'une mobilisation de l'ampleur de celle que nous allons vivre, dans le contexte international, devra s'orienter contre le pouvoir, en revendiquant de « dégager Macron », mais aussi en posant la question de qui dirige, pour « quelle société écosocialiste, communiste, autogestionnaire ». « Nous travaillons aussi à faire le lien entre la remise en cause de Macron, président des riches, dont la réforme est au service du patronat, et la remise en cause globale du système capitaliste dont il est un des meilleurs représentants », et nous nous préparons aux débats qui « peuvent émerger dans une grève politique de masse, qui pose la question de l'affrontement entre ceux d'en haut et ceux/celles d'en bas, reposant les vieilles questions comme la Constituante, le double pouvoir... », même si cela reste encore des questions théoriques à cette étape.

Antoine Larrache

La journée de lancement et de présentation de la compétition officielle du 47^e festival de BD d'Angoulême s'est tenue au « Ground Control » à Paris. *L'Anticapitaliste* y était. Cette année, tous les ouvrages sélectionnés¹ pourront être consultés à la Bibliothèque publique d'information du Centre Pompidou où des rencontres avec des auteurs de BD seront organisées dès janvier.

Un choix difficile pour la sélection

Petite déception, ni *El Comandante Yankee*², à propos de la révolution cubaine, ni *Putain d'Usine*³ qui traite d'une usine Seveso, ne sont retenus pour la sélection officielle des quatre « Fauves » principaux. Consolation, le Spirou anti-nazi de *l'Espoir malgré tout*⁴ est lui bien retenu. Le choix des comités indépendants de sélection est de toute façon difficile dans un secteur qui connaît une croissance de plus de 10% par an.

En plus du Graal (Le Fauve d'or – prix du meilleur album de l'année), sept autres prix seront distribués. Nous ne les citerons pas tous ici mais signalons, sous l'appellation « Fauve d'Angoulême », la création d'un « Prix de l'Audace » et d'un « Prix de la BD Alternative » : une sacrée rampe de lancement pour des auteurs qui bousculent les frontières de la BD sans forcément trouver la « grande » maison d'édition méritée et pouvoir vivre ainsi de leur art.

43 albums en compétition officielle

Les prix seront décernés le jeudi 30 janvier au soir mais, les fêtes approchant, nous ne pouvons nous

47^e festival d'Angoulême

Du 30 janvier au 2 février 2020.



Gennevilliers, cité de transit de Laurent Maffre chez Acte sud. L'histoire d'une famille algérienne du bidonville de Nanterre à une cité de transit de Gennevilliers. Quand la société que nous combattons excluait pour longtemps et préfère toujours fermer les yeux sur ce passé récent.

Préférence système de Ugo Bienvenu chez Denoel Graphic. Et si en 2056, nous connaissions le 1984 d'Orwell en pire. Alerte les bébés !

Manga City, au cœur du festival

Deux mangas sont à juste titre en compétition officielle⁵ tandis que la « Manga City », un vaste espace consacré à la bande dessinée et aux cultures populaires asiatiques, sera installée au cœur du festival, à la sortie de la gare d'Angoulême. Manga City vivra au rythme de ses nombreuses animations et de ses invités de prestige : Yukito Kishiro, Enki Bilal, Inio Asano, Kan Takahama, Hisashi Eguchi, Sansuke Yamada, Kenshiro Sakamoto et Baron Yoshimoto. Par ailleurs, deux expositions seront consacrées à des artistes japonais, l'une à Yoshiharu Tsuge, *Être sans exister* et l'autre à Yukito Kishiro *Gunm, l'Ange mécanique*.

BD, le Grand rendez-vous

Dans le cadre de BD2020 décidée par le ministère de la Culture et en partenariat avec le Centre national du livre, le Festival invitera tout le monde à faire, tous ensemble, une

empêcher de donner, de manière forcément subjective, quelques premiers titres :

Acte de Dieu de Giacomo Nanni chez Ici Même. Quand la terre tremble en Italie et que l'humain se retrouve confronté à la nature et au chaos. Un véritable magma graphique.

Berlin livre troisième de Jason Lutes chez Delcourt. La montée du nazisme dans la ville la plus progressiste de l'époque. La peste brune emporte les gens « ordinaires » dans sa tourmente.

Les Indes fourbes de A. Ayroles et Juanjo Guarnido chez Delcourt. La colonisation de l'Amérique pourtant appelée « siècle d'or » n'a certes pas ressemblé aux « Indes galantes » de Rameau.

pause pour lire de la bande dessinée le jeudi 30 janvier à 13h. Le soir même, depuis l'Alfa (médiathèque), le Grand Prix 2020 qui consacre un auteur pour toute son œuvre sera proclamé.

Sylvain Chardon

1 – La liste complète sur www.bdangouleme.com/selection-officielle-2020

2 – De Gani Jakupi aux éditions Aire Libre, voir *L'Anticapitaliste* numéro 476

3 – D'Efex et Levaray aux éditions Petit à Petit, voir *L'Anticapitaliste* numéro 492

4 – D'Émile Bravo aux éditions Dupuis, voir *L'Anticapitaliste* numéro 494

5 – Dans *l'abîme du temps* de Gou Tanabe et le *Bateau de Thésée* de Toshiya Higashimoto

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie

★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44

Fax : 01 49 28 52 43

www.la-breche.com

contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :

Lundi : 14 h – 20 h,

mardi au samedi :

12 h – 20 h

Souscription du NPA

Suivez l'argent!

Comme chaque fin d'année, le NPA lance un appel à souscription...

D'où vient l'argent ?

Le NPA n'a que deux sources de financement : les cotisations versées par ses membres, et les dons versés par ses sympathisants... et par certains de ses membres. N'ayant pas récolté plus de 1% des suffrages dans 50 circonscriptions lors des dernières législatives en 2012 et 2017, soit le ticket d'entrée pour commencer à toucher l'aide de l'État, le NPA ne touche plus un centime d'argent public, comme ce fut le cas entre 1997 (du temps de la LCR) et 2012. Le NPA se retrouve donc dans une situation de totale indépendance financière. Mais celle-ci a, si l'on ose dire, un coût. Car si le NPA n'a jamais voulu construire son budget courant à partir des aides publiques entre 1997-2012, pour justement préserver son indépendance structurelle vis-à-vis de l'État, celles-ci lui permettaient d'avoir une trésorerie et d'assurer une certaine présence électorale. La philosophie était donc globalement la suivante : l'argent des militantEs et sympathisantEs allait au budget courant, l'argent de l'État « revenait » à l'État dans le

cadre des différents suffrages ou de dépenses exceptionnelles.

Où va-t-il ?

Pour fonctionner, notre parti doit imprimer un journal hebdomadaire et une revue mensuelle, des tracts, des affiches, des autocollants, et des brochures. Il doit aussi en payer le transport et la diffusion. Des fournitures, des consommables et du petit matériel sont nécessaires pour « faire tourner la boutique ». Si la quasi-totalité des tâches sont prises en charge bénévolement, et ce à tous les niveaux, il doit malgré tout rémunérer quelques permanentEs indispensables au niveau central. Nos modestes locaux doivent être assurés, entretenus, leurs charges payées. Des salles et du matériel de sonorisation doivent être loués pour nos meetings. Des commissaires aux comptes doivent être payés pour certifier nos comptes annuels, étape légalement indispensable. Poste très couteux, les déplacements des militantEs pour les réunions internes, comme ceux de nos porte-parole, doivent être remboursés. Et pourtant, tout le monde voyage en classe éco et les frais de bouche n'existent pas.

La souscription est vitale

Le NPA est structurellement en capacité d'assurer ses dépenses



courantes sans aides de l'État. Nous en avons fait la preuve depuis 2012 (et la LCR avant 1997). Mais pour cela, la souscription de fin d'année est vitale. Elle est une partie intégrante de notre budget. Elle ne sert pas à épargner : elle sert simplement à honorer nos

dépenses courantes, calculées au minimum. Et comme nous n'avons pas de trésorerie, les sous sortent au compte-goutte, au fur et à mesure qu'ils entrent. Chacun de vos euros est donc précieux pour couvrir ce budget minimal.

Sylvain Madison

« Novembre-décembre 1995 n'était pas seulement un mouvement de défense de régimes spéciaux et de la Sécu »

Entretien. Annick Coupé était, en 1995, responsable de la Fédération Sud PTT et animatrice du Groupe des 10 (devenu l'Union syndicale Solidaires). Elle est aujourd'hui essentiellement engagée dans ATTAC.

J'ai en mémoire la Une du Monde de début décembre 1995 : « Première révolte contre la mondialisation ». Le mouvement est parti d'un point qui a focalisé les colères : la réforme de la Sécurité sociale visant à l'affaiblir pour aller vers une privatisation. Une réforme présentée en octobre par Juppé sous les applaudissements des députés debout, et qui reçoit alors le soutien de Nicole Notat, secrétaire générale de la CFDT.

Des contradictions

On sort des années 1980, avec les contre-réformes des gouvernements Mitterrand, les politiques d'austérité, la chute du mur de Berlin ; la perspective du capitalisme comme horizon indépassable pour l'humanité. Se dire anticapitaliste ou révolutionnaire relève de l'utopie déraisonnable dans cette période.

Le mouvement syndical est affaibli. D'une part, avec l'éclatement des grands secteurs industriels, la fragmentation du salariat et, dans le secteur public, la cohabitation du statut de fonctionnaire et de statuts privés. D'autre part, par son institutionnalisation sous la gauche avec une partie des cadres syndicaux qui ont intégré l'appareil d'État et des orientations qui visent de manière plus ou moins explicite à ne pas gêner le gouvernement. Mais, malgré tout, il y a eu des luttes : cheminotEs et étudiantEs en 1986, puis en 1988 les infirmières, la grève des « camions jaunes » de La Poste dont est issue Sud PTT... Au début des années 1990, le chômage qui pèse sur la société mène à la création de AC! [Agir contre le chômage] fédérant syndicats, associations de chômeurs, LDH, etc. En 1995, Chirac met au centre de sa campagne présidentielle le thème de la fracture sociale.

Dans ce contexte, la réforme de la Sécu présentée par Juppé est une évidence pour les partis de droite, mais aussi pour Notat et une série d'intellectuels « de gauche ». À l'opposé d'une mémoire collective qui a encore en tête les acquis de la Sécu, du CNR...

En même temps, Juppé s'attaque au statut de la SNCF et aux régimes spéciaux présentés comme privilégiés. Avec aussi l'idée de casser des secteurs susceptibles de se mobiliser. Avec en tête la défaite des mineurs en Grande-Bretagne sous Thatcher.

Une mobilisation généralisée mais différenciée

Le mouvement commence avec une journée de mobilisation le 24 novembre sur la Sécu, à l'appel de l'ensemble du mouvement

syndical, y compris CFDT. Le 25, c'est la manifestation historique de 50 000 personnes à Paris pour les droits des femmes. C'est le retour des luttes féministes autour du droit à l'avortement, alors que le mouvement féministe très éclaté et institutionnalisé avait été très affaibli dans les années 1980. Des cheminotEs partent en grève reconductible à partir du vendredi. Bien que la grève passe le week-end, les doutes persistent sur les possibilités de sa poursuite mais son développement paraît possible. D'autres secteurs entrent en lutte : RATP, La Poste, France Télécom, le secteur public... alors que dans le privé, le mouvement restera très faible.

Avec des secteurs en grève reconductible, les « temps forts » permettent à des salariéEs, du privé comme du public, de faire grève par intermittence, notamment pour participer aux manifestations. L'autre particularité réside dans la multiplication des manifestations en régions, même dans des petites villes, qui permettent de regrouper une grande diversité de salariéEs du public, du privé, de petites entreprises, parfois sur leur temps libre ou des congés. S'exprime ainsi le sentiment d'abandon, de désertification des territoires avec les fermetures d'usines, de services publics.

Ce n'est pas seulement un mouvement de défense de régimes spéciaux et de la Sécu, ce sont bien des enjeux de société globaux qui émergent, contre le développement de la précarité, le refus d'imaginer un futur avec moins de social, moins de services publics. À l'appel des intellectuels en soutien à Notat qui « ose affronter les vrais problèmes », répond celui d'autres intellectuelEs, autour de Bourdieu, qui parle de « enjeu de civilisation ». Les gares et d'autres lieux deviennent des lieux de rencontre dans un pays bloqué faute de transports. Beaucoup de gens marchent, font du stop, mais sans hostilité ni sentiment de « prise d'otage », signes du basculement au côté des grévistes.

Dans le privé, ce sont les syndicalistes qui font grève, voire prennent des heures de délégation pour participer au mouvement. La dimension de grève par procuration comme forme de soutien s'est imposée face aux problèmes d'argent, de peur de la répression. Mais c'est aussi parce que l'idée de la grève générale est perdue, Mai 68 est déjà loin. Les salariéEs ne l'ont plus dans leur imaginaire et le syndicalisme ne porte pas majoritairement cette stratégie. Nous n'avons pas entretenu collectivement l'idée que la grève générale pouvait être un outil décisif pour bloquer l'économie et établir un rapport de forces.

Un sentiment de victoire

La réforme des retraites des régimes spéciaux a été retirée, mais rien n'est gagné dans les autres secteurs. Cependant, quand on a repris le travail, malgré le retrait des jours de grève, personne ne regrette d'avoir fait grève, avec



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MILLO

l'idée « On a vécu ensemble un super moment ». Le bilan d'un mouvement social n'est pas seulement ce qu'on a concrètement gagné sur les revendications. Dans les suites, de nouvelles fractures apparaissent dans la CFDT, qui va poursuivre son évolution dans le syndicalisme d'accompagnement avec une mise au pas de l'appareil.

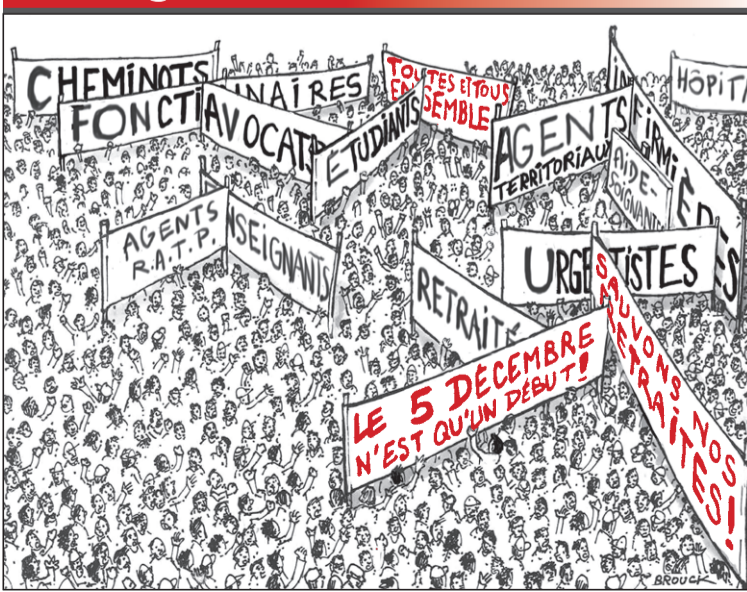
Les discussions s'ouvrent parmi les forces syndicales impliquées dans le mouvement sur l'existence de deux camps dans le syndicalisme : de transformation sociale et de luttes ou d'accompagnement. L'idée était de construire un pôle commun FSU-CGT-Solidaires, pas une fusion organisationnelle. Il y eut pendant quelques mois des débats dans le cadre des États généraux du mouvement social, avec un travail sur les alternatives possibles. Mais ce travail, souhaité notamment par Solidaires, a échoué, la CGT préférant une stratégie du « syndicalisme rassemblé » qui n'a pas fonctionné. L'après-95 a vu l'émergence de mouvements portés par les organisations de « sans » : Marches européennes contre le chômage, occupations de logement avec le DAL, occupation de la rue du Dragon avec Droits Devant, luttes de sans-papiers. Dans la foulée, naissance du mouvement altermondialiste à Seattle en 1999 et dans le monde entier avec une contestation du modèle néolibéral portée par une diversité de mouvements : paysanEs, migrantEs, syndicats, féministes avec la Marche mondiale des femmes, écologistes...

Vers le 5 décembre

Il est impossible de savoir ce qui fait qu'à un moment donné « ça va prendre ». Cela ne naît jamais d'un terrain vierge. Il y a actuellement une généralisation des précarités. Un gouvernement qui attaque sur tous les fronts, un climat politique de régression forte, une montée de l'extrême droite et des idées réactionnaires. La politique gouvernementale au service des puissants et des riches vise à casser tout ce qui reste de solidarité. Et une répression policière et judiciaire, présente depuis longtemps dans les quartiers populaires, s'est généralisée avec Hollande, la loi travail et l'état d'urgence, et encore amplifiée sous Macron avec la répression sans précédent des Gilets jaunes. Il y a beaucoup d'enjeux sociaux : hôpital, éducation, politique sécuritaire, répression dans les quartiers, politique antimigrants. Une jeunesse, un corps enseignant très mobilisés face aux dernières réformes et dont le malaise s'est exprimé lors du suicide d'une directrice d'école [à Pantin]. Restent les enjeux d'après le 5 décembre : quels secteurs seront en reconductible et comment ne pas les laisser isolés ? Trouver des lieux pour se retrouver, discuter stratégie, initier des blocages et la solidarité. Il y a aussi la nécessité de mots d'ordre des organisations syndicales qui rythment la mobilisation et permettent de l'amplifier. Poursuivre la bataille sur le financement d'un système de retraite basé sur la répartition et la solidarité, qui améliore la situation actuelle des retraités, réduise les inégalités entre les femmes et les hommes et prenne en compte la pénibilité. Vouloir faire travailler les gens plus longtemps est injuste socialement et constitue une ineptie alors même qu'une personne sur deux à partir de 60 ans n'est plus en emploi ! Cela suppose d'augmenter la part des richesses produites allouée au financement des retraites : augmenter les salaires (et donc les cotisations sociales), faire cotiser les revenus financiers, augmenter l'emploi public...

Propos recueillis par Robert Pelletier

L'image de la semaine



Vu ailleurs

POMPIERS DANS UNE SOCIÉTÉ QUI SE CASSE LA GUEULE.

Affiliés à la caserne du Blosne, dans le sud de Rennes, Mathieu, Dimitri et Sylvain [la plupart des pompiers que nous avons interrogés ont préféré de pas donner leur nom de famille] font partie des 248 000 sapeurs-pompiers français. Des hommes et des femmes dont le quotidien, à l'échelle nationale, se raconte aussi en chiffres : en 2017, ils ont effectué 4 651 500 interventions, soit près de 700 000 de plus qu'en 2007. Cette hausse ne doit rien aux incendies – sur la même période, leur nombre n'a pas augmenté – mais bien davantage aux « secours à la personne » : découvrir des morts et des malades ignorés de leurs voisins, aider les personnes âgées isolées à se relever après une chute, accompagner des sans-abri inadmissibles dans d'autres services médicaux... Les interventions de ce type, au cœur du « social », représentent désormais les trois quarts de l'activité en caserne. « Nous voyons tant les choses se casser la gueule que nous sommes devenus les médecins des pauvres, le rempart du SAMU social », constate Jacques Bosse, 54 ans, lieutenant à Rennes. [...]

En arrivant dans la cour de la caserne, l'un d'eux désigne les inscriptions « en grève » affichées depuis plusieurs mois sur les véhicules d'intervention. Ici comme ailleurs en France, un mouvement national traverse la profession depuis le 26 juin, mobilisant parmi les sapeurs-pompiers volontaires (195 000 en France), les pompiers militaires (12 500, à Paris et à Marseille) et les 40 500 pompiers professionnels, comme ceux du Blosne.

Plusieurs syndicats les ont appelés à participer, jeudi 5 décembre, à la grève contre la réforme des retraites. Les pompiers professionnels, au statut de fonctionnaires territoriaux, demandent en outre une augmentation de la « prime de feu ». Aujourd'hui égale à 19 % de leur salaire de base (de 1 500 euros brut pour un sapeur, jusqu'à 2 600 euros pour un lieutenant), c'est la seule prime prise en compte dans le calcul des pensions. Les avantages de grade et de spécialités techniques, centraux dans l'avancement de leur carrière, n'y figurent pas. Entre le dernier mois passé en caserne et la première retraite, leurs revenus chutent souvent de plusieurs centaines d'euros.

Simon Auffret, « Nous sommes devenus les médecins des pauvres » : les pompiers face à l'évolution de leur métier, le monde.fr, 1^{er} décembre 2019.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 28 €	<input type="checkbox"/> 1 an 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 22 €	<input type="checkbox"/> 1 an 44 €	<input type="checkbox"/> 1 an 40 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 €
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois 10 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

TARIF STANDARD		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322554755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org